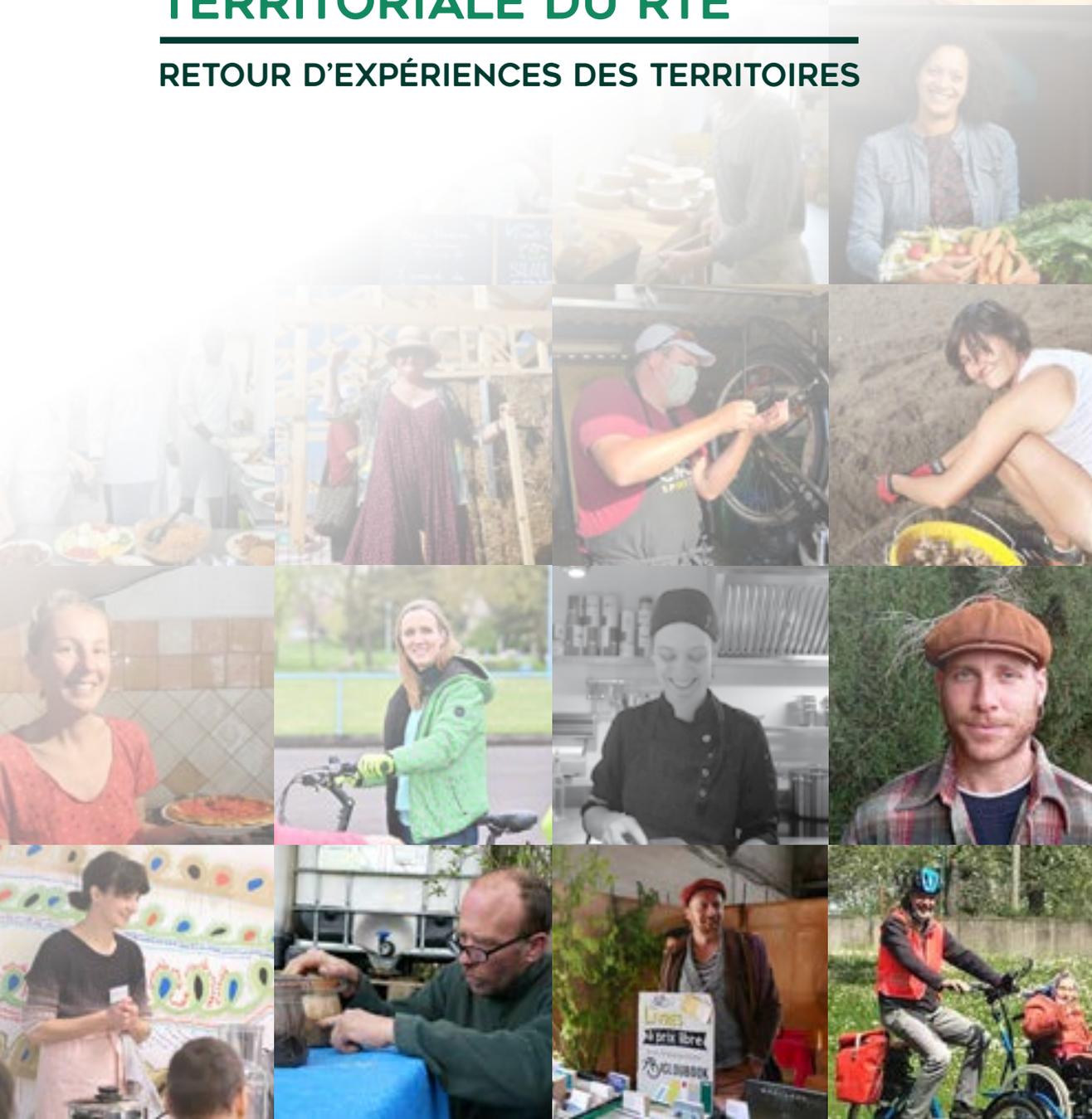


PREMIERS PAS ET CONDITIONS DE SUCCÈS AU LANCEMENT D'UNE EXPÉRIMENTATION TERRITORIALE DU RTE

RETOUR D'EXPÉRIENCES DES TERRITOIRES



AVANT-PROPOS



Créée en 2019, l'Association Zoein a pour objet de promouvoir le Revenu de Transition Écologique (RTE¹) en France. Elle facilite la mise en réseau des collectifs engagés dans les expérimentations territoriales de recherches-actions et du RTE. Ce dernier a été conceptualisé dans deux ouvrages de Sophie Swaton : Pour un revenu de transition écologique publié en 2018, et Revenu de transition écologique : mode d'emploi publié en 2020. Portées par des collectifs locaux d'acteurs de la société civile, les expérimentations territoriales du RTE prennent forme progressivement via la mise en place de Coopératives de Transition Écologique (CTE). La dimension collective est centrale dans la dynamique animée par l'association Zoein. Actuellement, sept collectifs sont engagés dans une expérimentation territoriale du RTE ; ils forment ainsi le "Réseau Zoein France".

Les missions de l'Association Zoein sont de capitaliser sur les expérimentations en cours et de produire des enseignements à partir de ces expériences tangibles, en vue de les diffuser largement et de faciliter leur transfert et l'essaimage d'expérimentations du RTE en France. L'Association Zoein assure ainsi l'animation d'une « communauté apprenante » autour du RTE en France dans laquelle chaque membre est à la fois sachant et apprenant. La coopération entre acteurs de terrain et chercheurs sont encouragés par l'Association Zoein, afin de coproduire des connaissances et les transmettre. Nous misons ainsi sur la capacité d'innovation des acteurs locaux et des collectivités. Ensemble, nous tirons des enseignements que nous transmettons par des publications, à l'instar de ce livret.

Ce présent document vise à mettre en valeur le parcours des sept premiers collectifs engagés dans une expérimentation territoriale du RTE à l'échelle nationale. Il offre ainsi un recueil des différentes trajectoires qu'ont empruntées ces collectifs. Soulignons que les toutes premières expérimentations se sont lancées en 2019, rejointes par de nouvelles initiatives en 2022 et 2023. Il met en lumière ainsi plusieurs pré-requis et les premières étapes pour initier une expérimentation territoriale et conduire la recherche-action autour du Revenu de Transition Écologique (RTE).

¹Voir la plus-value du RTE sur le fascicule de mise en récitS du réseau Zoein France.

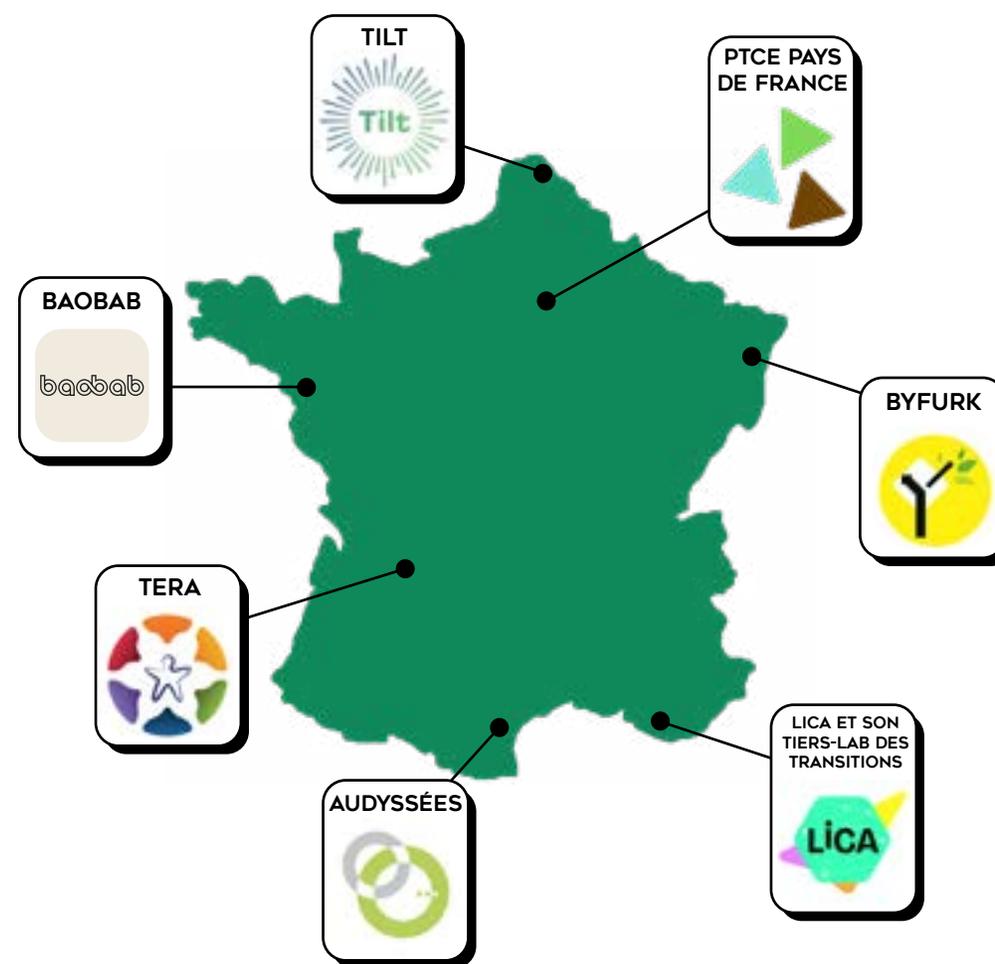
²Voir les Fiches synthétiques Zoein

³Pour un revenu de transition écologique, Presses universitaires de France, 2018

⁴Revenu de transition écologique: mode d'emploi, Presses universitaires de France, janvier 2020.

Ce livret constitue la première pierre d'une série de productions écrites à venir visant à explorer les ingrédients clés des Coopératives de Transition Écologique (CTE). Les CTE sont en effet des outils centraux pour opérationnaliser des RTE. Nous comptons approfondir dans de prochaines productions écrites les modèles économiques et les modèles de gouvernance des Coopératives de Transition Écologique à l'œuvre ; mais également analyser les dispositifs d'accompagnement et de financements auprès des porteurs de projet RTE ; ainsi que les nouvelles formes de travail promues. Notre ambition est de faire de ces productions écrites réalisées avec les membres de la Communauté Apprenante du Réseau Zoein France, un ensemble de ressources méthodologiques et de retours d'expériences utiles à toutes et à tous, à la fois aux collectifs d'ores et déjà engagés dans l'expérimentation du RTE, mais aussi pour celles et ceux qui souhaitent s'engager dans cette voie innovante et transformatrice qu'apporte le RTE. Rappelons pour finir qu'un Wiki accessible à tous permet de documenter en marchant l'ensemble des expérimentations en cours : wiki.zoein.org. Bonne lecture !

Jean-Christophe Lipovac, directeur de l'Association Zoein



4	Introduction
7	Portrait des territoires d'accueil des initiatives du RTE :
9	Un contexte socio-économique et environnemental support d'une dynamique de transformation sociétale portée par les « Collectifs RTE »
17	Un engagement historique des acteurs locaux de l'ESS et de la transition écologique sur le territoire
23	Une étape clé : comprendre et s'appropriier collectivement le concept de RTE avec l'appui de Zoein
29	Premiers pas vers la structuration d'une Coopérative de Transition Écologique
31	Partir d'enjeux territoriaux fédérateurs autour du RTE : des approches de diagnostic territorial renouvelées
37	La légitimation de la démarche via l'implication des acteurs institutionnels et des acteurs académiques.
49	La phase de préfiguration de la CTE
67	Conclusion

Le Revenu de Transition Écologique (RTE) n'a pas de modèle unique. C'est une approche sur mesure, façonnée par les enjeux spécifiques d'un territoire, qui prend appui sur la volonté politique locale et sur la volonté collective portée par des acteurs de la société civile. Il est avant tout un dispositif fédérateur à l'échelle d'un territoire au service d'un projet de transformation écologique et sociétale, dans une perspective de transition juste.

Nous parlons souvent de modèles « Revenu de Transition Écologique / Coopérative de Transition Écologique » (RTE/CTE). L'expérience montre que la mise en place d'une Coopérative est première avant la mise en place des premiers RTE. Rappelons que la Coopérative de Transition Écologique (CTE) est l'outil d'ingénierie des (futurs) RTE. Les expérimentations territoriales du RTE reposent ainsi sur la capacité des acteurs locaux à coopérer et à faire ensemble pour renforcer la soutenabilité et la résilience à long terme de leur territoire.

Ce livret intitulé *Premiers pas et conditions de lancement d'une expérimentation territoriale du RTE* met ainsi en lumière le contexte d'émergence de ces premières expérimentations en France, les conditions de départ favorables à leur développement, et les tous premiers pas vers la création d'une Coopérative de Transition Écologique (CTE). Il aborde ainsi dans une première partie le contexte territorial et le terreau favorable aux expérimentations : les types d'acteurs engagés, le rôle actif d'habitants et d'acteurs de la société civile organisée pour ensemble qualifier des besoins, identifier des compétences sur le territoire, et inventer des emplois et une économie locale en phase avec les défis écologiques et sociaux. Puis, dans une seconde partie, le livret aborde les conditions de structuration favorables pour le développement des Coopératives de transition écologique (CTE) telles que les soutiens politiques et académiques et une gouvernance partagée adaptée aux ambitions du projet transformateur portée collectivement.

En préambule, la Coopérative de Transition Écologique, brique de base de l'expérimentation territoriale du RTE

La Coopérative de Transition Écologique (CTE) est l'outil préalable qui rend possible et opérationnel le Revenu de Transition Écologique (RTE). Pour Sophie Swaton, théoricienne du RTE, toute personne bénéficiant d'un RTE doit impérativement être impliquée dans une activité socio-écologique. En outre, soutenue et accompagnée dans son projet de transition, elle est appelée également à adhérer à une structure démocratique - une Coopérative de Transition Écologique (CTE) - qui mutualise des moyens sur un territoire et met en place l'ingénierie d'accompagnement, de financement et de coopération territoriale.

La CTE structure et anime un collectif d'acteurs engagés pour la transition écologique de leur territoire. Il s'agit de créer un écosystème soutenable et résilient qui, partant des compétences des personnes, met en commun des savoir-faire, des connaissances, des moyens et des ressources au sein d'une

structure coopérative composée de citoyens, d'associations, de chercheurs, de collectivités territoriales et d'entreprises. Les membres du collectif peuvent en effet s'organiser à travers la formalisation d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). La Coopérative propose un accompagnement adapté, met en place des soutiens financiers et sécurise un parcours de reconversion professionnelle ou d'insertion à travers un projet d'activité dans les domaines de la transition écologique, qui est à la fois mobilisateur et porteur de sens. L'enjeu est en effet de favoriser l'autonomie des personnes en valorisant les communs du territoire et en recréant de la prospérité et de la richesse, à partir de ce que savent et veulent faire les citoyens engagés en faveur de la transition écologique et solidaire à l'échelle de leur territoire de vie.

En bref, le RTE est destiné à soutenir une personne dans le cadre de son projet professionnel et est conditionné à la mise en œuvre d'une activité d'utilité écologique et sociale et à l'adhésion à un collectif formalisé au sein d'une Coopérative de Transition Écologique (CTE). Le RTE s'adresse à des individus en reconversion professionnelle ou en insertion, engagés en faveur de la transition écologique et sociale localement. Il vise avant tout à répondre à leurs besoins en vue de réunir les conditions de création de leur activité ou de leur employabilité.

Le RTE repose dès lors sur 3 grandes dimensions intrinsèques : (1) Un dispositif d'accompagnement et de formation. (2) Une aide financière ou plus spécifiquement un revenu monétaire. (3) L'intégration à des dynamiques coopératives territoriales, notamment mises en place par la CTE.



La CTE est destinée à exercer 3 grands rôles : (1) Mettre en œuvre une ingénierie d'accompagnement auprès des porteurs de projet du RTE, (2) Répondre aux besoins de financements des porteurs de projet, (3) Mettre en place des alliances locales pour faciliter la coopération sur le territoire afin de fédérer les acteurs de l'écologie et du social.



PORTRAITS DES TERRITOIRES D'ACCUEIL

Les initiatives du RTE en France ont émergé dans des contextes territoriaux et des dynamiques d'acteurs spécifiques. Pour autant, elles se rejoignent sur différents facteurs et conditions de succès tels que : une volonté de transformation sociétale face à l'urgence écologique et sociale. Or, force est de constater que généralement les moyens en particulier financiers ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'ancrage local pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux locaux et pour fédérer les acteurs locaux sont déterminants pour mutualiser des moyens à disposition et créer les conditions d'une expérimentation territoriale du RTE à travers la mise en place d'une CTE.

Cette première partie présente trois clés de succès pour structurer un collectif d'expérimentation territoriale du RTE, pour ensuite aller vers la création d'une Coopérative de Transition Écologique :

- La prise de conscience d'enjeux locaux au croisement du social et de l'écologie et la volonté de conduire une innovation de transformation sociétale ;
- L'engagement historique des acteurs locaux de l'ESS et de la transition écologique sur le territoire
- La rencontre avec Zoein pour comprendre et s'appropriier le concept de RTE

1.1. Un contexte socio-économique et environnemental support d'une dynamique de transformation sociétale portée par les « Collectifs RTE »

Façonnées par un contexte socio-économique, environnemental, politique et historique, les collectifs engagés dans l'expérimentation territoriale du RTE cherchent des solutions alternatives au modèle de développement dominant. Au-delà de la prise de conscience des limites du modèle économique actuel, ils cherchent à construire des **réponses aux besoins essentiels des habitants** et des acteurs locaux tout en intégrant les **enjeux de l'urgence écologique**.

Le RTE est souvent considéré comme un moyen prometteur pour les territoires de répondre à ces grands défis écologiques, sociaux et démocratiques. Il porte en germe un autre modèle de développement et une autre économie, tout en permettant la transition des emplois locaux.

Qu'il s'agisse de répondre aux conséquences sociales et environnementales de la crise économique, de la nécessité de revitaliser un territoire rural, de préserver des ressources naturelles, ou encore de la volonté de décarboner l'économie, chaque collectif se mobilise autour d'un problème public⁵, et cherche ensemble à inventer des solutions globales pour y répondre.

⁵Le terme "problème public" fait référence à un événement social qui, grâce à une construction commune, se révèle nécessiter une intervention des autorités publiques. Voir l'intervention de l'Institut Godin dans [l'acte de l'université éphémère de Tilt en 2022](#).

Trouver une réponse nouvelle à la précarité et au chômage avec Tilt et le PTCE Pays de France

Certains collectifs porteurs de la mise en place d'une Coopérative de Transition Écologiques (CTE) ont émergé dans des contextes de transformations et de crises économiques profondes, notamment dans des territoires confrontés à des phénomènes de précarités liés à un fort taux de chômage, souvent résultat d'un déclin industriel.



Un exemple marquant est celui de la ville de Grande-Synthe à l'initiative de la Coopérative TILT, où le taux de chômage élevé, couplé à des problèmes environnementaux significatifs, ont stimulé la mise en place d'une politique locale ambitieuse en matière de transition écologique. Grande-Synthe est une commune proche de Dunkerque, dans la région Hauts-de-France. Elle est marquée par une **histoire industrielle forte**, notamment avec l'installation du complexe sidérurgique Usinor dans les années 1960. Cette période a vu un développement économique rapide, mais la ville a également dû faire face à des défis de reconversion industrielle et de revitalisation urbaine dès les années 80. Néanmoins, et face à la nécessité, Grande-Synthe et le Dunkerquois ont une forte tradition de solidarité. En réponse à ces

défis, des initiatives citoyennes et entrepreneuriales ont été encouragées dans les domaines de la transition écologique par la ville de Grande-Synthe à travers le projet OSE : On S'Entrepren à Grande-Synthe⁶. **Le projet OSE** avait pour objectif de faire émerger des projets individuels mais également collectifs en faveur de la transition écologique et sociale. Partant de la volonté et de l'engagement des habitants en faveur de la transition, le projet OSE reposait sur l'hypothèse d'**apprendre par le faire** et misait sur le renforcement des compétences des habitants. C'est sur la base de cette expérimentation dans les **quartiers prioritaires** et avec un ensemble d'acteurs publics, privés, associatifs, que la Coopérative Tilt a vu le jour, comme nous allons le voir dans la suite de ce document.

⁶Pour en savoir plus : [Le projet OSE - L'entrepreneuriat de la transition](#)



Revitaliser un milieu rural en s'inscrivant dans une transition écologique et sociétale, l'exemple de Tera

Les collectifs d'expérimentation du RTE émergent également dans des contextes de ruralités souvent marqués par un enjeu de **revitalisation de l'économie locale** (zones en perte de vitesse économique et démographique, classées par l'administration publique comme Zones de Revitalisation Rurale (ZRR)⁸). En créant des activités nécessaires au territoire et répondant aux enjeux de la transition écologique, ils jouent un rôle dans le maintien et la **création de services territoriaux**, souvent menacés par le retrait des services publics, et dans l'amélioration de la qualité de vie sur place. L'engagement des CTE dans ces territoires ruraux démontre leur capacité à transformer des défis économiques en opportunités de transition écologique.



Le Pôle Territorial de Coopération Économique⁷ PTCE Pays de France part également d'un constat de précarité. Ce collectif cherche également des nouvelles réponses face à la montée de la précarité, notamment alimentaire, dans un bassin de vie fortement impacté par le chômage et des problèmes de santé souvent liés à un manque d'**accès à une**

alimentation saine. C'est à travers ce prisme que le PTCE Pays de France souhaite construire des réponses adaptées aux besoins des habitants en recherchant leur implication directe dans les solutions à apporter, y compris par la potentielle création d'activités liées à cette problématique.



TERA, initialement situé dans les communes rurales de Tournon-d'Agenais et de Masquières dans le Lot-et-Garonne, illustre parfaitement la manière dont une dynamique RTE peut contribuer à répondre à la fois aux enjeux de **revitalisation économique des territoires ruraux** et à ceux de la transition écologique et sociale. Dans son intention de créer un **modèle économique vertueux**

reposant sur la création d'activités satisfaisant des besoins locaux, génératrices de richesses pour le territoire et ses habitants, et s'inscrivant dans les limites planétaires, Tera a intégré le réseau Zoein pour s'appuyer sur l'expérimentation d'un RTE avec ses adhérents.

⁷Pour en savoir plus sur les PTCE : [Pôles territoriaux de coopération économique | Publications | Le Labo de l'économie sociale et solidaire](#)

⁸Zonage renommé en 2024 «France Ruralités Revitalisation». Pour en savoir plus : [Les zones de revitalisation rurale \(ZRR\) | L'Observatoire des Territoires](#)

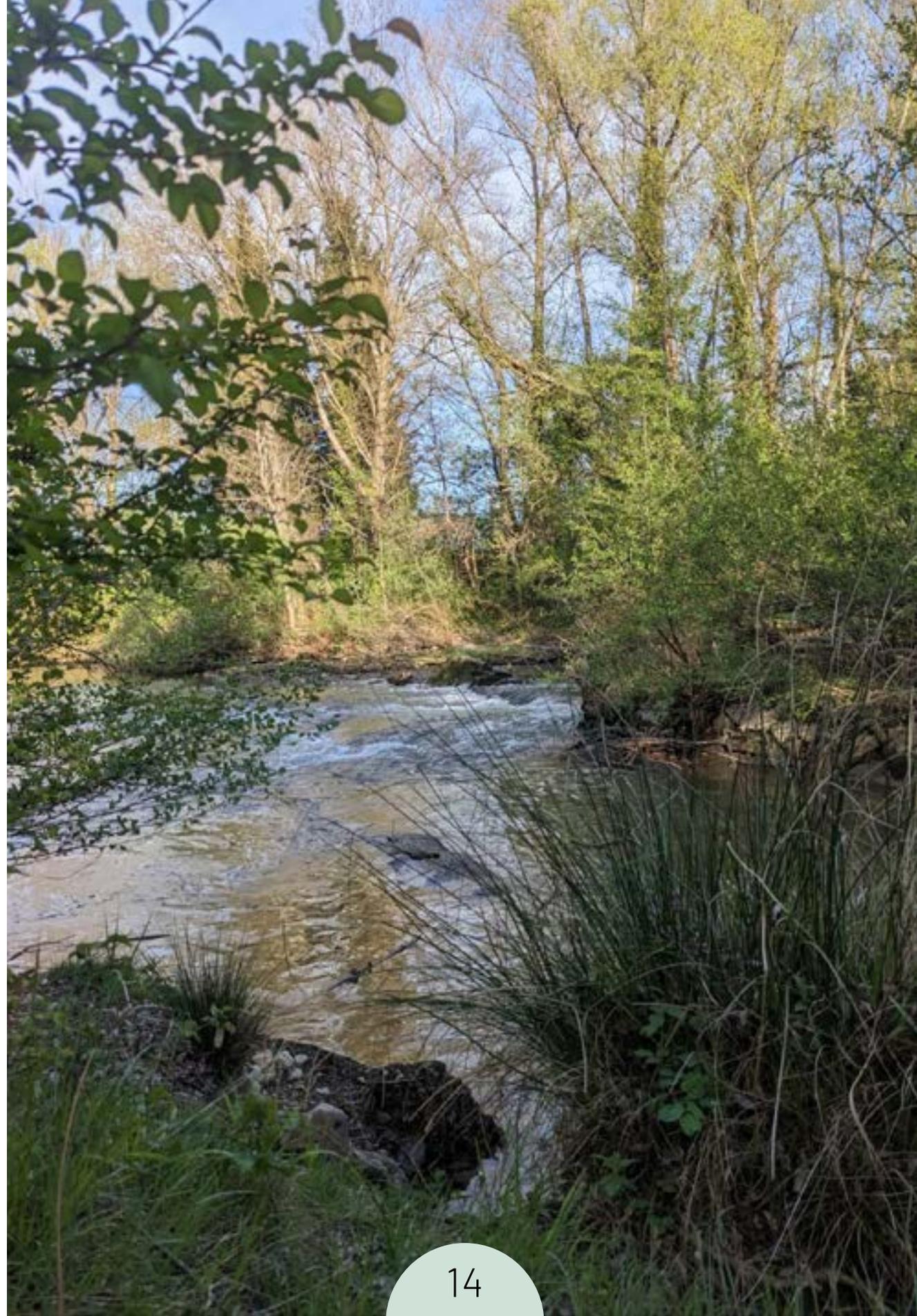
Préserver nos ressources naturelles chez Audyssées

Les collectifs d'expérimentation du RTE peuvent également émerger dans les territoires dans lesquels les **ressources naturelles** sont abondantes mais vulnérables. Même en absence de pollutions industrielles et de dégradations par un tourisme de masse, les vulnérabilités peuvent être liées à l'adaptation au dérèglement climatique qui fragilise les ressources en eau, les sols, certaines espèces végétales, et aussi à des pratiques agricoles telles que la gestion des forêts et l'emploi de pesticides. En réponse à ces enjeux, des collectifs de la société civile se mobilisent pour mettre en premier plan la conservation des ressources naturelles dans leurs stratégies de développement économique, et cherchent par là-même à créer et développer une **économie régénérative à l'échelle d'un territoire**.



Dans la Haute Vallée de l'Aude, zone également **rurale**, la Coopérative Audyssées s'est développée en réponse directe aux défis écologiques et économiques spécifiques de la région. Ce territoire est **pauvre économiquement mais riche en biodiversité**, incluant des espaces naturels protégés tels que le Parc naturel régional des Corbières Fenouillèdes. Les protagonistes de la Coopérative Audyssées ont cherché à construire un modèle économique de coopérative qui intègre la préservation des

ressources de son territoire tout en cherchant à revitaliser l'économie locale d'une manière à intégrer les besoins essentiels de la population. Nous verrons par la suite que, grâce à ces efforts, la CTE Audyssées se positionne comme un modèle de développement alternatif, où la préservation des ressources naturelles, la préservation des liens sociaux et la création d'emplois vont de pair. Audyssées démontre que les CTE peuvent répondre simultanément aux **défis écologiques et sociaux** des territoires.



Milieu urbain et économie carbonée : un défi de coopération pour la transition écologique avec BAOBAB

Pour autant, des collectifs d'expérimentation du RTE peuvent également émerger dans des **territoires urbains dynamiques** où l'activité économique florissante repose sur des industries fortement dépendantes des énergies fossiles. Ces territoires dans lesquels les enjeux écologiques ne sont pas compatibles avec les activités industrielles peuvent également souffrir de **liens fragiles entre les acteurs**. C'est en ce sens que les CTE visent à recréer des connexions entre les différents acteurs territoriaux à travers des projets favorisant la **coopération et l'engagement citoyen**. Leur rôle est d'impulser une transition écologique qui réoriente progressivement certains secteurs de l'économie locale.

baobab

C'est dans la ville portuaire de Saint-Nazaire que le collectif associatif BAOBAB illustre nos propos. Dans une économie locale dominée par des industries telles que l'aéronautique, l'industrie navale, le raffinage ou encore la cokéfaction, BAOBAB s'est formé

pour contribuer à une prise de conscience collective sur l'urgence de **contribuer à une économie post-pétrole**. Le collectif porte la volonté d'accompagner les mutations nécessaires vers des modèles économiques coopératifs prenant en charge les enjeux écologiques et sociaux.

LICA

BAOBAB n'est d'ailleurs pas le seul projet qui s'est construit suite à la prise de conscience de la nécessaire décarbonation de l'économie : nous pouvons également citer le LICA qui s'est lancé dans l'expérimentation du RTE sur le territoire de Marseille. Le LICA s'est d'ailleurs appuyé

sur des travaux prospectifs du **Shift Project** porté par Jean-Marc Jancovici sur les filières de la décarbonisation de l'économie. Son but est de prendre en compte le résultat d'une conversion de l'économie sur certains secteurs d'activités au regard d'une transition écologique pour la métropole Aix-Marseille Provence.



Le RTE porte en germe l'espoir de construire une solution systémique, adaptée et sur-mesure au territoire dans lequel il prend progressivement forme. Au-delà du contexte socio-économique et environnemental du territoire, l'engagement collectif est décisif pour le succès et la mise en place d'une CTE. Les exemples de Grande-Synthe, de la Haute Vallée de l'Aude ou encore de Marseille nous montrent que l'engagement des citoyens, des élus et des autres parties prenantes du territoire sont clés pour fédérer les forces vives autour de l'expérimentation du RTE et créer les bases d'un écosystème favorable à son déploiement.

1.2. Un engagement historique des acteurs locaux de l'ESS et de la transition écologique sur le territoire

Force est de constater qu'aucune expérimentation du RTE ne part de zéro. Elle est issue de dynamiques de la société civile organisée pré-existantes et de réseaux (locaux et/ou nationaux) déjà en place.

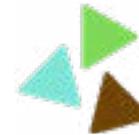
Le RTE apparaît toutefois comme un concept fédérateur qui tend à **rapprocher et à lier des dispositifs sociaux et écologiques déjà existants**. Cet ancrage dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) repose sur une longue tradition locale de coopération. La maturité coopérative locale permet aux collectifs à l'initiative du RTE de se structurer plus ou moins rapidement et de se formaliser au travers d'une Coopérative de Transition Écologique, pleinement adaptée aux réalités locales.

Trois grandes approches peuvent être observées dans la dynamique de mise en place d'une Coopérative de Transition Écologique :

- L'engagement citoyen et de la société civile organisée avec l'exemple du PTCE Pays de France et celui de BAOBAB,
- Le développement de la CTE à partir de structures pré-existantes avec l'exemple d'Audyssées,
- L'impulsion d'acteurs politiques locaux suivant l'exemple de Tilt et celui du LICA.

Un engagement de la société civile, les exemples de PTCE pays de France et Baobab

Souvent essentiel pour le lancement et la pérennisation d'une expérimentation RTE/CTE, l'engagement civique joue un rôle déterminant dans la légitimation et l'ancrage du projet sur un territoire.



Le projet du PTCE Pays de France illustre parfaitement comment l'engagement de la société civile peut donner naissance à une action collective multi-acteurs basée sur de nouvelles coopérations territoriales.

L'initiative a émergé avec la **création d'un collectif d'acteurs locaux**, mobilisés pour promouvoir la transition agroécologique et alimentaire. Ce collectif s'opposait à un projet d'urbanisation jugé incompatible avec les enjeux du territoire, menaçant les terres agricoles du "triangle de Gonesse", près des aéroports de Roissy et du Bourget. Les habitants se sont mobilisés pour contester ce projet et pour le remplacer progressivement par un projet novateur et transformateur visant à s'attaquer aux racines des difficultés locales : **la précarité alimentaire**.

C'est à travers ce prisme que le PTCE Pays de France propose un cadre pour construire des réponses adaptées aux besoins des habitants en recherchant leur implication directe dans la mise en œuvre des diverses solutions à apporter, dont la possibilité de création d'activités liées à ces problématiques ouvrant ainsi progressivement la voie à l'expérimentation du RTE.

Cette évolution démontre comment le PTCE Pays de France, solidement ancré dans les efforts et les préoccupations des habitants de son territoire, souhaite incarner un modèle de développement local participatif, guidé initialement par un fort engagement citoyen et une volonté collective de préservation des richesses environnementales et sociales pour mieux répondre aux besoins des habitants et du territoire.



Cette dynamique citoyenne et l'ancrage local du PTCE Pays de France trouvent un écho dans d'autres initiatives similaires, telles que celle de l'association BAOBAB à Saint-Nazaire, où l'engagement des habitants se manifeste également autour de la transition écologique et de la coopération territoriale.

baobab

Comme évoqué précédemment, Saint-Nazaire bénéficie d'une économie locale prospère, mais ce dynamisme économique repose en grande partie sur des industries fortement carbonées. C'est de ce constat qu'un groupe d'habitants engagés ont décidé de former une association afin d'aider à l'émergence de nouvelles dynamiques économiques à l'échelle de Saint-Nazaire fondées sur la **coopération et de nouveaux modèles économiques plus durables**.

En effet, l'objectif de BAOBAB est d'accompagner la transition écologique en intégrant l'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) dans l'accompagnement des collectifs d'acteurs et de porteurs de

projet qu'elle aide à émerger sur le territoire. L'EFC place la coopération au cœur des préoccupations territoriales, encourageant ainsi la création **d'écosystèmes coopératifs territorialisés**⁹ (ECT) c'est-à-dire, ancrés dans le territoire.

En reprenant ces concepts, BAOBAB facilite la création de ces ECT, une manière d'entreprendre collectivement basée sur la coopération, l'entraide et la mutualisation des moyens et des bénéfices entre les parties prenantes. En bref, BAOBAB facilite l'émergence et la concrétisation de projets locaux émanant de citoyens et d'acteurs économiques en contribuant, par la coopération, à construire une société plus résiliente, plus humaine et plus en phase avec notre environnement.

Des dynamiques coopératives pré-existantes comme support à la création de la CTE chez Audyssées

Pour la création d'une CTE, partir de **structures préexistantes** semble être une bonne option. En intégrant des structures telles que des associations locales, des pôles territoriaux de coopération économiques (PTCE), des entreprises sociales ou autres formes de partenariats public-privé, les CTE bénéficient d'une infrastructure parfois bien établie pouvant faciliter voire accélérer leur développement grâce à leurs compétences ou réseaux de partenaires.



Par exemple, la CTE Audyssées n'a pas émergé ex nihilo mais s'est formée à partir d'une dynamique coopérative préexistante initiée par le **Pôle Territorial de Coopération Économique PTCE 3.EVA** et du **soutien du département** de l'Aude dans le projet de CTE. Ce PTCE a été à l'initiative d'une série d'actions et de partenariats au sein de la Haute Vallée de l'Aude, une région confrontée à de sérieux défis écologiques et socio-économiques comme évoqué précédemment. Depuis sa création, le PTCE 3.EVA a focalisé ses efforts sur

la **stimulation de la coopération** entre divers acteurs du territoire. L'expérience accumulée et les réseaux d'acteurs développés par le PTCE ont permis de concevoir et de lancer des projets qui répondent précisément aux besoins et aux aspirations des communautés locales. Cette approche préexistante a pu assurer que les projets de la CTE ne partaient pas de zéro, mais qu'ils s'appuyaient sur un terreau fertile de coopérations et d'engagement communautaire déjà établi pour y ajouter la dimension d'emplois et de transition écologique.

⁹L'écosystème coopératif territorialisé (ECT), est un concept issu du laboratoire ATEMIS, se concentrant sur l'importance des interdépendances entre différents acteurs locaux pour créer de la valeur collective. Voir : [L'Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération - ATEMIS](#).

Un projet partenarial multi-acteurs qui se formalise à travers la coopérative Tilt



La CTE Tilt à Grande-Synthe représente un autre exemple de la manière dont une initiative locale, soutenue par une volonté politique affirmée, peut évoluer vers la construction d'une Coopérative de Transition Écologique. À l'origine de Tilt, c'est avant tout une collaboration entre la ville de Grande-Synthe, la Maison de l'Initiative et la BGE Flandre Création en réponse à un appel à projets national de l'Agence France Entrepreneur en 2017 (intégrée à BPI France). Ce partenariat visait spécifiquement à **stimuler l'entrepreneuriat local dans les quartiers prioritaires**, notamment pour les personnes précaires ou éloignées de l'emploi. À travers OSE (On S'Entrepren à Grande-Synthe), l'objectif était de faciliter l'émergence d'initiatives citoyennes et entrepreneuriales en faveur de la transition écologique. OSE a été le précurseur de la Coopérative

Tilt, en l'occurrence les sociétaires fondateurs de la SCIC étaient les partenaires du projet OSE.

La création de Tilt a été rendue possible en grande partie grâce à la volonté du maire de Grande-Synthe en 2019¹⁰. Son ambition était d'expérimenter un **revenu alternatif pour les habitants** de Grande-Synthe, et sa rencontre en 2018 avec Sophie Swaton, théoricienne du RTE, a permis de structurer cette initiative en coopérative. Cette coopération a abouti à la création de Tilt, la première CTE en France (juillet 2019).

Ainsi, c'est grâce à l'initiative OSE et à la vision politique de Damien Carême que le projet de Tilt a pu voir le jour, bénéficiant de l'expérience, du vécu et des partenariats développés dans le cadre du projet initial.

Une volonté politique de développer le RTE localement chez le LICA et le Tiers-lab des transitions

Dans la continuité de l'exemple de Tilt, force est de constater que les expérimentations du RTE peuvent également être le fruit d'une **volonté publique**. Lorsque des élus locaux prennent conscience de la nécessité d'opérer une transition écologique et sociale sur leur territoire, ils peuvent devenir des moteurs pour le développement d'une CTE. Cette volonté politique peut se manifester par la mise en place de politiques innovantes de soutien aux CTE (comme nous le verrons par la suite avec le cas du RTE/RSA dans le département de l'Aude).



À Marseille, la volonté d'expérimenter le RTE n'est pas venue directement de citoyens porteurs d'idées, comme ce fut le cas à Saint-Nazaire ou à Strasbourg, mais plutôt des élus de la ville, à l'instar de Grande-Synthe. En 2020, avec l'arrivée d'une coalition de gauche socialiste et écologiste à l'issue des élections municipales, l'idée de développer le RTE sur le territoire marseillais a progressivement pris forme. Cependant, malgré la bonne volonté des élus, un défi restait à relever : quel collectif d'acteurs

locaux serait en mesure de porter ce projet de RTE ? Après plusieurs groupes de travail, la ville de Marseille a finalement trouvé la structure idéale pour mener à bien ce projet : le LICA et son Tiers-Lab des Transitions.

Aujourd'hui, la ville de Marseille soutient politiquement la dynamique autour du RTE sur le territoire. La SCIC Tiers-Lab des transitions a modifié ses statuts afin d'intégrer de futurs porteurs de projets RTE en qualité d'associés et d'ouvrir ainsi sa gouvernance.

¹⁰Damien Carême, Eurodéputé et ancien maire de Grande-Synthe de 2001 à 2019.

1.3. Une étape clé : comprendre et s'appropriier collectivement le concept de RTE avec l'appui de Zoein

Le point de départ des expérimentations commence naturellement par la découverte du concept même de Revenu de Transition Écologique. La rencontre avec Sophie Swaton ou des membres de l'Association Zoein est généralement le point de démarrage de l'aventure. Pour **l'appropriation** du concept du RTE ou pour **aider les collectifs à se développer** sur un territoire, Zoein est présent au lancement des expérimentations territoriales du RTE et à la mise en place d'une dynamique multi-acteurs qui se formalise progressivement à travers la Coopérative de Transition Écologique (CTE).

La rencontre entre les équipes de Zoein et les futures parties prenantes locales constitue fréquemment un temps important d'acculturation collective. Elle est le premier petit pas vers la **construction d'un langage et d'une ambition commune**. Cette étape de sensibilisation et d'acculturation sur le territoire n'est pas à négliger et s'inscrit majoritairement dans un temps relativement long. Sous forme concentrique, force est de constater que

l'implication des parties prenantes locales permet au RTE de déployer progressivement tout son potentiel innovateur et fédérateur.

Les territoires qui s'engagent dans l'expérimentation du RTE deviennent de facto parties prenantes de la **communauté apprenante** du Réseau Zoein France et de la démarche de **recherche-action** animée par Zoein. L'Association Zoein mise en effet sur l'innovation locale, en encourageant une démarche collaborative dans laquelle chacun y contribue activement. Cette approche, qui relève de l'innovation sociale, requiert un temps long pour permettre à la démarche de recherche-action de porter ses fruits.

L'expérimentation du RTE, à travers ces démarches collaboratives en matière de recherche-action, trouve un cadre opérationnel qui se concrétise autour d'une **mise en récit commune**. Celle-ci permet en marchant de poser un cadre d'application du RTE qui s'adapte selon les différents contextes et dynamiques d'acteurs locaux.

Un accompagnement méthodologique et un soutien à la mobilisation locale à Marseille et à Saint-Nazaire



Nous pouvons citer l'exemple d'un appui méthodologique de Zoein auprès du LICA et de son Tiers-Lab des Transitions dans le cadre de la conduite de l'étude de préfiguration du RTE à Marseille.

Zoein a contribué à la **sensibilisation du RTE** auprès des acteurs impliqués dans l'expérimentation Marseillaise. En outre, une **étude de préfiguration**¹¹ a été menée conjointement avec le LICA. Elle s'est appuyée sur les ressources du LICA et du Tiers Lab des Transitions en tant que démonstrateur de l'éco-rénovation et de l'économie circulaire - 2 filières approfondies dans l'étude de préfiguration en lien avec les priorités politiques locales.

L'étude de préfiguration s'est appuyée sur une dynamique de co-construction avec un ensemble d'acteurs du territoire : élus, agents de collectivités locales, entrepreneurs, associations, acteurs de l'ESS, des filières éco-construction et éco-rénovation, et des filières de l'économie circulaire. Plusieurs séances de travail ont permis de cartographier les acteurs face aux enjeux des 2 filières retenues. À travers l'organisation d'événements, le LICA et Zoein ont facilité un dialogue territorial avec les acteurs publics locaux (Ville, Métropole, Département, Région, l'agence régionale ADEME PACA) et les acteurs engagés dans la transition écologique et l'ESS sur le territoire.

baobab

Nous pouvons également mentionner l'exemple du "Cooper'Action" à Saint-Nazaire, le premier événement organisé par BAOBAB en juin 2023, avec le soutien de Zoein. Cet événement a bénéficié non seulement de **l'aide organisationnelle** et de

financement, mais aussi de **l'engagement personnel des membres de l'équipe de Zoein**. Des échanges avec les élus et une conférence de sensibilisation par des **membres du conseil scientifique de Zoein** ont également enrichi cet événement.



¹¹Pour consulter l'étude : [Etude de préfiguration d'un revenu de transition écologique pour les Bouches-du-Rhône](#)

L'engagement de Zoein à travers une convention de recherche-action pluriannuelle avec Tera, Tilt et Audyssées pour faire le lien entre recherche et territoire.



Plus spécifiquement, avec les trois collectifs pilotes en France, sur la période 2019-2022, Zoein a signé avec chacun d'eux une **convention de recherche-action sur 3 ans**.

Ces premiers collectifs ont pu bénéficier d'un **financement spécifique** pour structurer la **démarche de suivi et d'évaluation** des toutes premières expérimentations qui se lançaient en France. Zoein a ainsi apporté un soutien financier en fonctionnement pour l'animation et la structuration d'une Coopérative de Transition Écologique. En parallèle, Zoein a accompagné méthodologiquement la mise en place du RTE sur le territoire en amenant des outils de suivi et d'évaluation et en intégrant le collectif au réseau national des initiatives de CTE.

Ainsi, une convention tripartite sur 3 ans avec le Département de l'Aude et l'Association 3.EVA pour expérimenter le Revenu de Transition Écologique dans la Haute Vallée de l'Aude a été signée

; de même dans le nord avec la Ville de Grande-Synthe et avec l'Association Tera.

Que ce soit par l'apport de ressources financières, par l'aide méthodologique pour formaliser des cadres de travail, par un soutien dans la représentation auprès des élus, ou encore par l'organisation de moments forts de sensibilisation sur les territoires, l'accompagnement individuel et collectif de Zoein s'avère être une aide précieuse et déterminante dès les débuts d'un projet de CTE.

Embarqué le plus possible dans les expérimentations - soulignons que **l'Association Zoein est sociétaire** de Tilt, de l'Audyssées, de la SCIC de Lustrac (Tera) et de la SCIC Tiers-Lab des Transitions - Zoein et les collectifs porteurs du RTE se positionne comme des défricheurs de nouveaux modèles économiques et démocratiques articulant enjeux écologiques et justice sociale. Zoein facilite l'appropriation de nouveaux concepts clés nécessaires pour ce changement de paradigme.



Les collectifs qui sollicitent l'accompagnement de Zoein sont généralement dans une posture militante, engagés en faveur d'une transformation systémique de nos modèles de production et de consommation. Leur volonté d'ouverture dénote par ailleurs leur volonté d'une large mobilisation d'autres acteurs locaux. Cela constitue d'ailleurs une condition de leur succès. Partager une vision de transformation sociétale constitue la brique de base pour faire ensemble.



PREMIERS PAS VERS LA STRUCTURATION D'UNE COOPÉRATIVE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Trois points clés pour la structuration d'une CTE sur un territoire peuvent être observés :

- Une approche de diagnostic territorial participatif renouvelée pour identifier un thème ou un enjeu territorial fédérateur autour du RTE,
- L'implication des acteurs institutionnels et des acteurs académiques pour légitimer et accompagner la démarche,
- La phase de préfiguration de la CTE avec l'identification d'un lieu physique, le choix du statut juridique de la CTE et sa gouvernance.

2.1. Partir d'enjeux territoriaux fédérateurs autour du RTE : des approches de diagnostic territorial renouvelées

Dans cette partie, nous allons passer en revue les méthodes de **concertations citoyennes** qu'ont empruntées les différents collectifs d'expérimentations. Ces méthodes ont permis en particulier de qualifier les besoins des acteurs locaux à l'aune de la transition écologique, mais également les compétences et les volontés locales dans le but d'accélérer les initiatives économiques et d'emplois écologiques qui font sens pour les habitants.

Nous développerons en particulier :

- Le diagnostic territorial des enjeux locaux par l'entrée des filières économiques, l'exemple du LICA et de son Tiers-Lab des Transitions,
- Le diagnostic de territoire en Haute-Vallée de l'Aude avec l'entrée de la coopération locale pour préserver le vivant avec l'exemple de la Coopérative Audyssées,
- La concrétisation d'une ambition transformatrice de l'économie et de l'emploi local portée par Tilt et également par bYfurk,
- L'approche de relocalisation de l'économie et du revenu d'autonomie avec l'exemple du collectif Tera .

Un diagnostic territorial des enjeux écologiques locaux avec une entrée par filières économiques, l'exemple du LICA et du Tiers-Lab des Transitions

Souvent essentiel pour le lancement et la pérennisation d'une expérimentation RTE/CTE, l'engagement civique joue un rôle déterminant dans la légitimation et l'ancrage du projet sur un territoire.



Pour identifier les **enjeux**, les **besoins** et les **priorités** du territoire, le LICA a mené un travail rigoureux en s'appuyant sur une analyse approfondie de divers rapports sur la transition écologique locale, l'économie locale et l'emploi¹².

Ces rapports, combinés à un dialogue et à une concertation élargie (appelée étude-action¹³), ont permis au LICA et à l'Association Zoein, sur une période de 12 mois, de définir deux filières économiques et écologiques prioritaires¹⁴ pour pouvoirs publics locaux.

La qualification de ces deux filières a ensuite permis d'identifier un processus d'accompagnement des

activités et métiers de la transition, susceptible de bénéficier d'un dispositif global de soutien et de financement, en prenant en compte les compétences disponibles, les besoins du territoire et les **ambitions locales**.

Soulignons en outre que dans le prolongement des **petits déjeuners thématiques** organisés autour des deux filières identifiées, le LICA, le Tiers-Lab des Transitions et l'Association Zoein ont organisé une journée de concertation territoriale pour définir les contours d'un dispositif global de CTE sur le territoire Marseillais. Cette journée, organisée en février 2024 sous le format d'un

¹²Notamment ceux du Shift Project et de la Région Sud concernant les défis majeurs face au changement climatique, ainsi que la Feuille de route économique de la ville de Marseille ou encore la Stratégie Ville résiliente portée par la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille

¹³Voir l'[Etude de préfiguration d'un RTE pour les Bouches-du-Rhône](#)

¹⁴En l'occurrence, les deux filières concernées sont l'**économie circulaire** et le **bâtiment durable**.

hackathon, était dédiée à une réflexion collective et holistique sur la structuration d'un dispositif territorial RTE/CTE adapté aux deux filières sélectionnées.

Ainsi, un large panel d'acteurs du territoire, engagés dans la formation, l'emploi, l'entrepreneuriat et l'économie sociale, a pu partager des éléments

de **repères communs** autour de la CTE et définir ensemble les contours d'un dispositif sur-mesure, en phase avec les réalités marseillaises. La prochaine étape consistera à tester ce modèle de CTE sur le territoire !

Le diagnostic de territoire en Haute-Vallée de l'Aude avec l'entrée de la coopération locale pour préserver le vivant



À la différence du LICA, pour identifier les besoins, les enjeux et les volontés de faire, Audyssées s'est fondée sur une approche s'étalant sur six mois entre 2019 et 2020. Le collectif a organisé trois journées consacrées aux **enjeux environnementaux, sociaux** et au **prototypage d'un écosystème coopératif** sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude. Les objectifs recherchés : croiser les besoins et les volontés des habitants. Ces événements ont permis de **recueillir les idées et les préoccupations** des habitants, en identifiant les priorités locales, notamment en matière de création d'emplois soutenables, et en

définissant des axes stratégiques communs aux différentes parties prenantes de futurs RTE.

En faisant cela, ils ont, d'une part, pu opérer de la sensibilisation à l'environnement : dès ses premières réunions territoriales, Audyssées a travaillé en collaboration avec des **experts sur la biodiversité et la préservation de l'environnement** pour dresser un panorama détaillé de la situation en Haute Vallée de l'Aude. Ces échanges ont souligné les enjeux critiques liés à la préservation des ressources naturelles, comme les forêts et les milieux ouverts, tout en ouvrant des perspectives

pour des métiers et des activités économiques compatibles avec une gestion soutenable des ressources. Ces temps ont par exemple abouti à la réponse à des appels à projet auprès de la Fondation de France autour du rôle de l'alimentation et de l'agroécologie comme moteurs de la transition écologique.

La dynamique collective autour du RTE a par ailleurs pu mobiliser un **large panel d'acteurs locaux** via un **travail important de pédagogie et de vulgarisation** pour faciliter les acteurs locaux à s'approprier le concept de Sophie Swaton. Le

succès de la mobilisation autour du projet de CTE est particulièrement dû au fait que la méthodologie adoptée par Audyssées repose sur une démarche **itérative et ascendante**, visant à **inclure** dès le départ les habitants, les acteurs économiques et associatifs, les élus locaux et les chercheurs. Ces temps d'écoutes et d'expressions des acteurs locaux sont organisés régulièrement, avec des audits sur un panel de citoyens, et à travers des **rencontres thématiques mensuelles** rassemblant les acteurs du territoire autour des projets portés par les personnes soutenues avec un RTE.

La concrétisation d'une ambition transformatrice de l'économie et de l'emploi local portée par Tilt et par bYfurk



Tilt n'a pas mené de diagnostic propre car les besoins avaient déjà été identifiés par la mairie de Grande-Synthe et l'initiative OSE. Ce travail révélait les difficultés professionnelles des habitants et l'importance de renforcer leur **pouvoir d'agir** grâce à l'entrepreneuriat. Le projet partait du constat que de nombreux habitants sont confrontés à des

désillusions professionnelles ou à des difficultés à trouver un emploi. L'enjeu principal identifié pour le projet OSE était celui du renforcement du pouvoir d'agir pour tous, **l'entrepreneuriat** étant identifié aussi comme potentiellement un levier d'insertion professionnelle et de développement économique. Dès ses débuts, OSE met l'accent

sur la **remobilisation personnelle**, avec l'idée que "s'entreprendre" ne se réduit pas à créer son emploi ou une entreprise, mais bien à plus largement reprendre sa vie en main. Cet enjeu a par la suite été renforcé par la création de la Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE) Tilt, qui encourage les individus à créer leur propre emploi dans une démarche collective, en

intégrant la dimension du prendre-soin de soi et du vivant.

Ainsi, Tilt ne s'est pas basé sur une logique de filière ou de préservation des ressources naturelles, mais sur une dynamique visant à redonner du sens au travail, à améliorer les relations professionnelles, et à favoriser **l'épanouissement personnel** à travers **l'entrepreneuriat collectif**.



Dans le prolongement de cette idée, bYfurk développe son approche en réponse à des problématiques liées aux mouvements de la *Grande Démission*¹⁵ et de la quête de sens au travail. Ce mouvement de démission massive, observé notamment en 2021 aux États-Unis, Espagne, Angleterre, Canada... et dans plusieurs secteurs en France, résulte d'une **insatisfaction croissante**

envers des environnements de travail qui, selon de nombreux individus, manquent de respect envers **l'écologie** et les **relations humaines**. bYfurk propose ainsi une réponse proactive pour les entrepreneurs qui souhaitent « bifurquer¹⁶ » vers des métiers plus en phase avec les valeurs écologiques, sociales et sociétales et aux conditions favorisant leur bien-être¹⁷.



Le projet Tera a pour particularité d'avoir été initié par des **acteurs nouvellement arrivés** sur un territoire rural. Le projet Tera repose sur une analyse globale de la nécessité de **relocaliser l'économie pour revitaliser** les territoires ruraux tout en répondant aux défis écologiques et sociétaux, sans diagnostic initial approfondi du territoire. Cette analyse est issue d'un périple de trois ans de tours de France à vélo de 2013 à 2015, entrepris par Frédéric Bosqué, la personne « source » du projet, rejoint progressivement par les premiers membres du collectif. Pendant ce périple, des rencontres et des **temps de concertation** (world café) ont été organisés avec divers acteurs de l'ESS, élus locaux, écolieux, porteurs d'alternatives. Ils ont permis de recueillir les aspirations et aussi les retours d'expérience sur la façon de construire l'avenir et de renforcer l'économie locale dans ces différents lieux.

A l'arrivée à Masquières, en octobre 2015, cette analyse a été complétée par la lecture

du **Plan d'Aménagement et de Développement Durable** (PADD) du Plan Local d'Urbanisme de Fumel Communauté, qui a confirmé à grand trait le constat national. Des premières actions ont été enclenchées rapidement grâce au soutien de la Région Nouvelle Aquitaine et du Département du Lot-et-Garonne (organisation d'un chantier formation qualification nouvelle-chance, et premiers développements autour de l'habitat, organisation d'animations ouvertes au public), sans connaissance précise des spécificités locales. Ce **manque de connaissance**, et surtout **d'interconnaissance** entre les porteurs du projet Tera et les habitants et acteurs locaux a rendu **l'intégration difficile**. C'est à travers les interactions soit partenariales, soit plus conflictuelles, avec les acteurs locaux (élus, paysans, entreprises, habitants) que l'apprentissage s'est fait : en particulier, le travail privilégié mené avec une commune a permis d'ajuster les actions et priorités aux réalités de l'économie et de la culture du territoire.

¹⁵Pour plus d'informations : Reporterre. (2023). *Comment la désertion gagne la France*.

¹⁶Ce terme de "bifurquer" a d'ailleurs été emprunté à Bernard Stiegler et a été repris par de nombreux médias et auteurs.es en France

¹⁷« Je ne retournerai pas bosser pour un patron, soixante heures par semaine pour une paie de misère » Reporterre, "La grande démission", publié le 6 juillet 2022

2.2 La légitimation de la démarche via l'implication des acteurs institutionnels et des acteurs académiques

Comme nous l'avons vu avec Tilt, le soutien politique des initiatives de RTE est un préalable indispensable. En effet, pour toute dynamique d'expérimentation du RTE, Zoein n'accompagne que les collectifs qui remplissent 3 critères, à savoir :

- Un collectif d'acteurs de la société civile engagés et qui a le souhait de se structurer en vue de formaliser localement une Coopérative de Transition Écologique,
- Un soutien politique d'une ou plusieurs collectivités territoriales,
- La volonté de coopérer avec des chercheurs multi-disciplinaires, voire de les embarquer directement dans l'expérimentation dans la mesure du possible.

En effet, pour Zoein, la légitimation des initiatives de CTE repose en grande partie sur l'implication des acteurs institutionnels et des acteurs académiques.

En outre, les collectivités territoriales, par leur implication dans les expérimentations, apportent des ressources multiples et nécessaires au développement du projet. Sans un réel travail de fond avec les collectivités territoriales, le projet ne pourrait pas aboutir dans les conditions qu'ambitionne le RTE.

De même, le soutien d'acteurs académiques, communauté de chercheurs et d'experts, nous semble indispensable, d'une part, pour légitimer l'expérimentation RTE/CTE sur un territoire, et d'autre part, pour nourrir et apporter de l'expertise à la démarche d'innovation territoriale et sociétale entreprise à travers l'expérimentation d'un "modèle RTE/CTE".

1/ Soutien politique local comme préalable

Le soutien politique local n'est pas toujours évident à obtenir, notamment car les collectivités peuvent être réticentes face à des projets expérimentaux d'innovation sociétale, en particulier dans les domaines de la **transition écologique et sociale** et de la **gouvernance partagée**.

C'est à cet endroit particulier que l'accompagnement de Zoein, avec son réseau d'experts et de praticiens, prend toute son importance pour aider à mieux comprendre le RTE, à structurer en termes d'outils et de méthode la démarche collective, et contribuer à suivre et à évaluer les retombées positives à long terme pour le territoire tant sur le plan économique que social et écologique.

Des élus mobilisés pour l'expérimentation du RTE sur leur territoire : l'exemple de bYfurk à Strasbourg



L'**Eurométropole de Strasbourg** (EMS) soutient activement le projet bYfurk depuis le début. Le soutien de l'EMS marque la volonté de promouvoir activement l'innovation sociale et écologique sur le territoire et légitime l'expérimentation en cours. L'EMS finance également ce projet à travers le modèle de **financement tripartite innovant** de bYfurk. Pour chaque participation financière citoyenne apportée au projet, l'EMS ajoute une somme équivalente (jusqu'à un plafond de 5000 euros). Ce soutien financier de l'EMS n'est pas une subvention globale pour le fonctionnement de bYfurk, mais spécifiquement destiné à renforcer les fonds alloués directement aux entrepreneurs engagés dans des initiatives de transition écologique et sociale sur le territoire de l'EMS.

Financement participatif triple : Cet abondement d'argent public à

un financement participatif citoyen en ligne sur une plateforme - qui prouve l'intérêt des citoyens de voir émerger ce projet à fort impact sur son territoire - vient compléter un abondement du même montant par des entreprises, démarchées au préalable du lancement de la campagne.

Ainsi le financement des citoyens est triplé : 1/3 citoyen, 1/3 public, 1/3 privé

Ce dispositif tripartite vise aussi à faire passer le message que les urgences écologiques, sociales et sociétales sont maintenant une urgence absolue et l'affaire de tous.

Mais ce soutien ne s'arrête pas là, en effet, elle finance le dispositif «**100% apprenant**» dont fait partie bYfurk. C'est une initiative visant à favoriser l'apprentissage continu et l'innovation sur le territoire. Ce programme permet de créer

un écosystème favorable à la formation et à l'accompagnement des entrepreneurs, en facilitant l'échange de connaissances et la coopération entre différents acteurs de l'ESS sur la métropole. Le soutien de l'EMS auprès de bYfurk a pu, dès ses débuts, renforcer la crédibilité et la

visibilité de bYfurk auprès des parties prenantes et du grand public Strasbourgeois. Tout comme le soutien de bYfurk aux entrepreneurs a pu également renforcer la crédibilité et la visibilité des entrepreneurs auprès de leurs potentiels clients ou financeurs.

L'investissement du département de l'Aude dans la CTE Audyssées



Depuis 2019, le **département de l'Aude** soutient activement la démarche du Revenu de Transition Écologique à travers une convention tripartite avec la Fondation Zoein et la Coopérative Écologique de l'Aude.

Ce soutien s'est renforcé avec le lancement en 2020 d'un **dispositif dérogoatoire de cumul du RSA** pour l'exercice de certains métiers en tension (agricoles, restauration) en intégrant tous les soutiens financiers du dispositif RTE sous forme de salaires produits par la CTE. En effet, ce dispositif permet aux allocataires du RSA de cumuler leur allocation avec des revenus issus d'activités d'utilité écologique et sociale en Haute Vallée de l'Aude

(300h/an max). La CTE assure ainsi l'accompagnement des porteurs de projet en insertion dans le cadre d'une activité écologique. Le dispositif RTE est cofinancé par le programme départemental d'insertion.

L'implication des collectivités locales, avec le soutien par le département dans un premier temps se diversifie avec la participation au sociétariat d'une communauté de commune, du Parc Naturel Régional et de certaines communes, notamment Espérasa qui accueille la CTE dans ses locaux et a conventionné la coopérative pour animer le dispositif Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD) sur son bassin de vie.

Un travail rapproché avec les différents échelons territoriaux permettant l'émergence du Quartier Rural en Transition de Tera



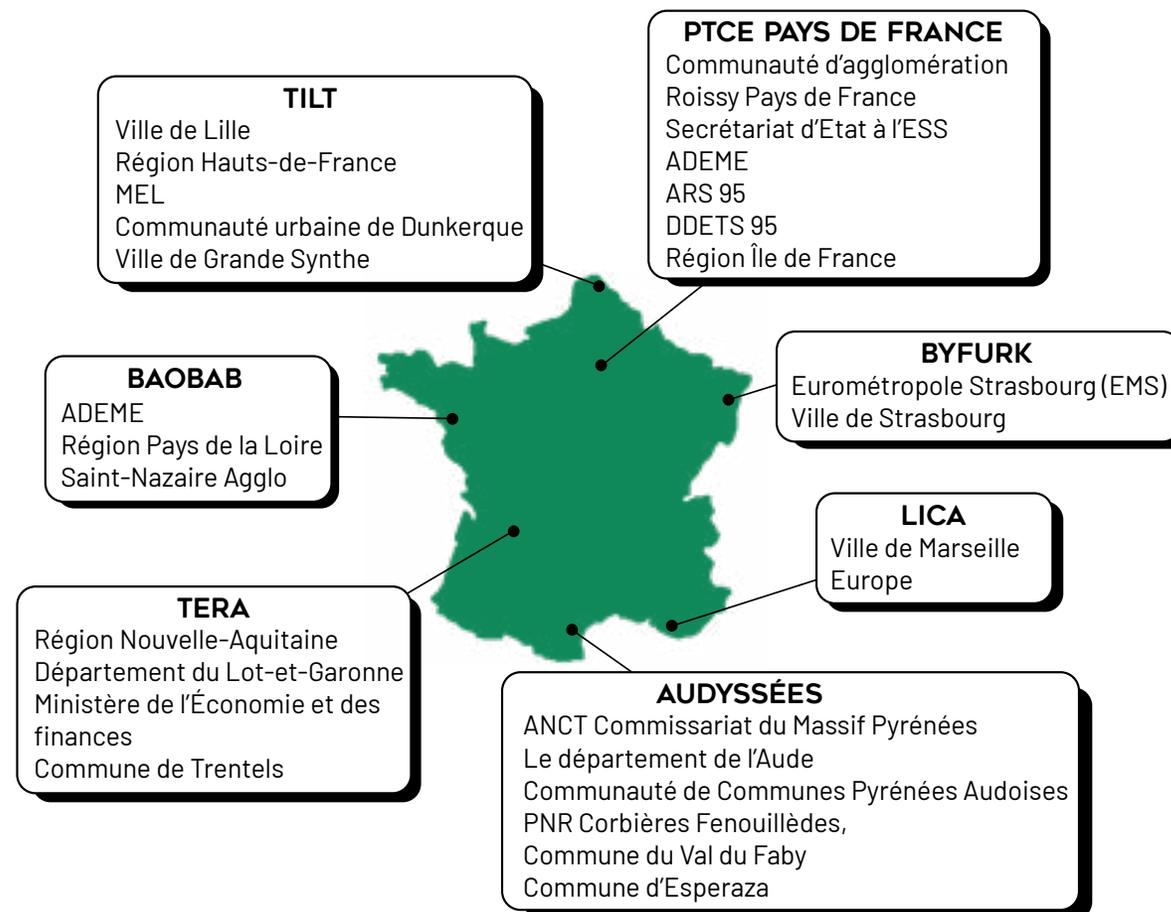
Dès son arrivée à Masquières, le projet Tera a bénéficié du soutien de plusieurs échelons institutionnels, notamment la **région** et le **département**, qui ont joué un rôle clé dans le financement des premières étapes du projet. Ce soutien a permis non seulement de débloquer des fonds pour des premières actions concrètes, mais aussi de faciliter les démarches et de promouvoir le projet auprès d'acteurs économiques et sociaux du territoire.

Cependant le soutien politique au niveau des **communes** et de **l'intercommunalité** a été plus difficile à obtenir. L'absence d'appui politique local, voire dans certains cas, des désaccords sur les actions réalisées, ont rendu complexe l'accès à certains espaces publics ou infrastructures nécessaires à l'installation des activités de Tera. C'est un travail rapproché avec la commune de Trentels à partir de 2017 qui a permis l'accueil en 2020

par celle-ci du projet de **Quartier Rural en Transition**¹⁸, qui associera une zone d'habitation pour une trentaine d'habitants et des activités économiques au service du territoire, au premier rang desquelles un centre de ressources et de formation à l'écoconstruction (CERF). La coopération s'est construite grâce à la **proactivité du maire**, puis par des temps non négligeables consacrés de part et d'autre (équipe municipale et équipe de Tera) à une **meilleure connaissance des enjeux de chacun**. Par exemple, l'entrée d'un architecte et d'un urbaniste dans l'équipe de Tera a permis de mieux intégrer les spécificités urbanistiques et culturelles locales dans la conception du quartier rural. Ce travail de concertation a permis de valider à l'unanimité du conseil municipal l'intégration de la commune de Trentels dans une SCIC émanant du projet Tera et portant spécifiquement le développement du Quartier Rural.

¹⁸Pour plus d'informations sur le Quartier Rural en Transition (QRT) de Tera : [Un écolieu innovant : le 1er Quartier Rural en Transition de France – Lustrac en transition](#).

Cartographie des partenaires publics soutenant le projet des CTE en France



À ce jour, la ville de Marseille et l'Eurométropole de Strasbourg financent directement l'expérimentation le RTE sur leur territoire. Soulignons d'ailleurs que la ville de Marseille a signé la charte de valeurs et d'engagements de Zoein, illustrant le rôle que peuvent jouer les collectivités territoriales dans l'expérimentation du RTE.

2/ Le soutien académique pour renforcer la légitimité de l'expérimentation

Comme énoncé, Zoein déploie une méthode d'intervention et de recherche centrée en particulier sur les **nouveaux modèles socio-économiques et démocratiques**. C'est un travail d'**enquête collective** qui est mobilisé avec l'appui de Zoein : chercheurs, experts, expérimentateurs de terrain, élus... La **communauté apprenante** animée par Zoein vise à coproduire des connaissances et des savoirs et à faciliter leur appropriation et leur transfert, en les mettant directement au service des dynamiques citoyennes et collectives de transitions.

Divers partenariats avec des acteurs de la recherche : exemple de Tilt à Grande-Synthe



Dans le cadre de sa politique des transitions, la ville de Grande-Synthe a cherché à renforcer ses liens avec des chercheurs, tout en mobilisant aussi les savoirs des habitants. Ce fut à titre d'exemple des travaux de prospective citoyenne, où la participation active des habitants était encouragée. En 2016, la ville a été à l'initiative d'un **Forum de la Transition Économique, écologique et sociale**¹⁹ qui se voulait être un événement pour réfléchir aux défis du territoire dans un contexte de crises multiples. Ce forum a réuni divers acteurs économiques, sociaux, citoyens mais également académiques tels que Dominique Bourg et Christian du Tertre. Le projet OSE a été d'ailleurs une suite opérationnelle du Forum de 2016,

s'inspirant de la "Communauté entrepreneuriale" de Shawinigan au Québec.

Cette volonté de la ville s'est par ailleurs concrétisée avec l'accueil d'un jeune doctorant en thèse CIFRE en 2018 sur **l'expérimentation du Minimum social garanti**²⁰ à Grande-Synthe, expérimenté pour éradiquer la pauvreté à l'échelle de la ville.

Lorsqu'en 2019 la Coopérative Tilt est créée, s'adjoint au cercle des sociétaires fondateurs à côté des partenaires du projet OSE, **Isabelle Robert**, économiste, enseignante-chercheuse à l'IAE de Lille, impliquée aux côtés de la ville pour expérimenter de nouveaux modèles économiques d'entreprises engagée dans la soutenabilité.

¹⁹Pour en savoir plus : [Les actes du forum](#)

²⁰Clément Cayol, *Transformer l'État social par l'action municipale ? : l'expérimentation du Minimum social garanti à Grande-Synthe (Hauts-de-France)*, thèse de doctorat en Sociologie et démographie, Université de Lille, 2023.

L'association d'innovations sociales et de développement durable des territoires chez Audyssées



La CTE Audyssées collabore avec l'**association d'innovations sociales et de développement durable des territoires** (ISDDT). Celle-ci est une association d'accompagnement des acteurs privés et publics dans la conception et le suivi de projets de transition écologique et sociale. Les outils mobilisés par ISDDT sont l'accompagnement aux processus participatifs et délibératifs, la conduite de programmes de recherche-action, la production de données et leur valorisation par des supports écrits et audiovisuels. ISDDT gère le pôle recherche de la CTE.

C'est **Benoît Prévost**, enseignant-chercheur à l'Université de Montpellier, qui suit les travaux de 3.EVA et d'Audyssées depuis 2015 par le biais de l'ISDDT. Cet accompagnement scientifique s'inscrit pleinement dans ses domaines de recherche, et en particulier sur la dynamique d'innovation propre aux territoires en déclin et dans son approche de la lutte contre la précarité. En partenariat avec Audyssées, il étudie et mène des recherche-actions en particulier sur l'alimentation et l'agroécologie²¹.



De plus, depuis 2024, Audyssées a constitué son propre **Conseil Scientifique** avec pour objectif d'accompagner la transition écologique dans la Haute Vallée de l'Aude. Ce conseil, dont Zoein est partie prenante, se réunit régulièrement en visioconférence et regroupe des experts issus de divers domaines, tels que l'urbanisme, la sociologie politique, l'innovation sociale et territoriale. Il a pour but d'apporter un soutien théorique et pratique au développement du RTE sur son territoire.

La coopérative est suivie et accompagnée par un large ensemble d'acteurs du territoire au sein de son comité de pilotage présidé par Hervé Baro (Président du Parc Naturel Régional de Corbières Fenouillèdes (PNR-CF) et 1er vice-président délégué aux solidarités territoriales et aux relations internationales) dans le cadre d'un accompagnement par l'agence des Pyrénées.

²¹Pour en savoir plus : [Benoît Prévost, une enquête sur l'alimentation et l'agroécologie en Haute Vallée de l'Aude](#) - Audyssées, Coopérative de Transition Écologique en Haute-Vallée de l'Aude

Des conseils scientifiques réguliers chez Tera



Tera a également constitué un **comité scientifique** qui contribue à ajuster, éclairer, évaluer et partager les initiatives entreprises par le collectif. Ces comités scientifiques réunis respectivement en début d'année 2018, 2019, 2020 et le dernier en mars 2022 visent à solliciter l'expertise externe pour prendre du recul sur le projet de Tera. Chaque conseil a été ajusté pour mieux répondre aux besoins et aux développements du projet en intégrant les retours des sessions antérieures.

Financé dans le cadre d'une **convention avec l'ADEME** et avec **l'appui financier de la Fondation Zoein**, ces conseils scientifiques ont été supervisés par le **laboratoire ATEMIS**, un laboratoire d'intervention et de recherche spécialisé sur l'Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) comme évoqué précédemment. Les réunions et les ateliers organisés pendant ces événements

offrent aux experts ainsi qu'aux partenaires institutionnels et aux membres actifs du projet l'occasion de se réunir pour **évaluer les avancées réalisées et discuter des difficultés** rencontrées ainsi que des aspects essentiels du projet.

En lien avec ces conseils scientifiques, le projet Tera était accompagné par deux intervenants du laboratoire ATEMIS, **Nadia Benque** et **Patrice Vuidel** : ceux-ci sont venus former les acteurs de Tera aux concepts de l'EFC et travailler avec eux sur leur intégration concrète dans les actions entreprises: mise en place de dispositifs de REX (retours d'expérience soutenant l'organisation du travail), animation de réunions et d'ateliers facilitant la mise en place des écosystèmes coopératifs autour de l'alimenter et de l'habiter. Des rapports de ces conseils scientifiques, du projet PRELE («Projet pour une Économie Locale Ecoystémique») et aussi de la première expérimentation de revenu de transition permettent de capitaliser l'expérience.

De la recherche-action au LICA et au PTCE Pays de France



Le LICA a mis en place une démarche de **recherche-action** afin de faire le lien entre **ses offres de services** et la **recherche fondamentale**. Dans le cadre du parcours "Talents de la Transition écologique" visant à accompagner des demandeurs d'emploi vers les nouveaux métiers de la transition écologique et du lancement de l'expérimentation de RTE, il s'agit en particulier de **documenter**



Sur une approche plus spécifique, le PTCE a lancé dès le départ une recherche-action destinée à étudier les **conditions de mise en œuvre d'un Territoire Zéro Précarité Alimentaire** (TZPA) avec un **comité de pilotage** auquel participe la chaire Agricultures Urbaines et Précarités Alimentaires (AUPA) de la fondation AgroParisTech. Les chercheurs associés à la chaire sont ainsi impliqués directement dans la conduite de la recherche-action

les problématiques rencontrées par les personnes physiques et morales souhaitant accentuer leur engagement dans la transition écologique du territoire. Des échanges sont en cours de formalisation avec les acteurs économiques et les instituts locaux de la recherche scientifique mais également avec le CNRS au niveau national.

en la mettant en regard à d'autres expérimentations menées sur cette thématique en Île-de-France et en facilitant les mises en lien entre les différents porteurs de recherche-action. Un travail collectif a ainsi été rendu possible autour des enseignements à tirer pour favoriser la mise en œuvre de **démarches participatives des habitants**. Ce travail doit conduire les collectivités locales à intégrer cette dimension dans leurs politiques publiques.

2.3. La phase de préfiguration de la Coopérative de Transition Ecologique

La phase de préfiguration implique la mise en place d'un lieu accueillant pour expérimenter le RTE. C'est au cours de cette étape que les acteurs locaux se réunissent pour définir un **cadre collectif**, établir les premières **collaborations** et expérimenter les **modalités d'une coopération à pérenniser**. La préfiguration de la CTE pose les bases d'une organisation en **capacité d'accompagner** et de soutenir les initiatives de transition écologique au sein du territoire.

1/ Un lieu d'accueil

Le lieu physique joue généralement un rôle central dans le développement des CTE, facilitant les **rencontres** et les dynamiques de **coopération**. Que ce soit un éco-lieu rural, un tiers-lieu urbain ou des bureaux partagés dans un bâtiment dédié à l'ESS, ces lieux favorisent l'ancrage territorial. Toutefois, l'obtention d'un tel espace dépend souvent du **soutien politique local**, soulignant une seconde fois l'importance d'une collaboration étroite avec les collectivités territoriales pour permettre à la CTE de prendre son envol.

Une propriété privée, l'exemple de Tera avec la ferme de Masquières



Le projet du collectif Tera a pris une dimension particulière grâce à l'acquisition d'un lieu physique, **une ferme** sur la commune de Masquières. L'objectif initial était de créer sur ce domaine un éco-hameau avec des habitats légers. Cette ferme, qui a d'abord été mise à disposition par un donateur, puis finalement cédée au fonds de dotation SDH, a permis un ancrage du collectif sur le territoire. En effet, Tera y a organisé pendant un an des manifestations tous les quinze jours autour de différentes thématiques que le projet souhaitait actionner (depuis des projections sur la

Cet ancrage territorial s'est aussi accompagné d'un conflit juridique autour de la possibilité de construire un éco-hameau sur le domaine, projet qui a été abandonné en 2017. Ce renoncement a en fait permis une ouverture: grâce à la sollicitation d'une autre mairie, celle de Trentels, le collectif a pu **acquérir un site** plus adapté pour y installer le **Quartier Rural en Transition** (le terme "Quartier

monnaie citoyenne locale jusqu'à l'organisation d'ateliers sur le jardin et l'écoconstruction en passant par la dégustation de vins bios et locaux ou l'organisation d'un bal traditionnel). Ces manifestations s'achevaient par des repas conviviaux mettant en valeur les produits locaux. Ces temps ont permis d'opérer des **connexions avec le territoire**, même avec certains habitants initialement réticents voire opposés au projet, démontrant ainsi l'importance de ce lieu dans l'**enracinement du collectif** Tera au sein de la communauté locale.

Rural" venant remplacer celui de "éco-hameau"), cette fois-ci avec le soutien d'investisseurs. Cependant, la ferme de Masquières reste un lieu emblématique du projet, continuant d'accueillir des événements tels que les conseils scientifiques, des week-ends de découvertes et des moments conviviaux, tout en développant une fonction productive (maraîchage, boulange, cuisine, brasserie).

L'intégration de la CTE dans un bâtiment d'ESS ou d'aide aux entrepreneurs, avec bYfurk, Tilt et BAOBAB



bYfurk est une marque collective de la SCIC Cooproduction. À ce titre, elle réside dans les locaux de celle-ci, un bâtiment dédié à l'**Économie Sociale et Solidaire** à Strasbourg appelé **Kaléidoscoop**. Ce bâtiment a été créé en 2019 par la Maison de l'Emploi de Strasbourg, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Grand-Est et Cooproduction. Le **Kaléidoscoop** regroupe une trentaine de partenaires et bénéficie notamment du soutien

de l'Union européenne²², de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, de la Ville de Kehl en Allemagne, la Région Grand-Est et la Collectivité Européenne d'Alsace. Créé en 2019, le **Kaléidoscoop** a pour avantage de rassembler les acteurs de l'ESS sur le territoire, favorisant ainsi les dynamiques de coopération. C'est dans ce lieu que se retrouvent les bYfurkeurs.euses²³ pour leur accompagnement ou leurs formations.



À l'image de bYfurk, la coopérative Tilt est aujourd'hui implantée dans deux bâtiments qui rassemblent des acteurs clés de son domaine d'activité. Présente à Dunkerque, dans la Métropole de Lille et bientôt sur le Boulonnais, la Coopérative Tilt à vocation régionale, poursuit son développement territorial

de manière progressive et stratégique, en s'installant au plus près des porteurs de projets et des collectivités locales partenaires de la SCIC Tilt.

Sur le Dunkerquois, et ce, depuis le lancement de Tilt, la Coopérative est impliquée dans la **communauté entrepreneuriale du Dunkerquois**

qui a son lieu totem : **la Turbine** à Dunkerque. La Turbine est un réseau de partenaires qui accompagne la création, la reprise, le développement et la transmission d'entreprises dans le Dunkerquois. Ce réseau active l'ensemble des dispositifs nécessaires pour répondre aux besoins des porteurs de projets, qu'ils soient créateurs, repreneurs, développeurs ou cédants. Depuis 2022, Tilt est également installée au sein de la **Maison de l'Économie Sociale et Solidaire**²⁴

de Lille, celle-ci ayant une vocation métropolitaine et régionale. Cette proximité physique avec des **partenaires** tels que l'URSCOP Hauts-de-France, l'Association régionale pour l'Économie Solidaire (APES), ou encore la Coopérative d'Activités et d'Emploi Toérana (spécialisée sur la filière éco-construction et éco-rénovation) permet à Tilt de renforcer ses synergies et d'être impliquée dans les réseaux ESS de la **Métropole Lilloise** et plus largement au niveau **régional**.

baobab

Dans le même esprit, BAOBAB a emménagé en 2024 dans les locaux de la **Maison de l'Entreprise**. Initiée par Saint-Nazaire Agglomération, la CCI Nantes Saint-Nazaire et la Chambre des métiers et de l'Artisanat, la Maison de l'Entreprise est une porte d'entrée ouverte à tous, dédiée à simplifier le parcours des porteurs de projets, entrepreneurs et chefs d'entreprises en les mettant en relation avec des acteurs de l'accompagnement. Cette grande **proximité avec les acteurs économiques** locaux

augmente la **visibilité** et renforce la **légitimité** d'agir de l'association. En effet, BAOBAB est régulièrement invité à témoigner de ses actions et à participer à des séances de travail avec les structures de l'accompagnement. Cela facilite la **diffusion de sa vision** de la transition économique au regard des enjeux écologiques et sociaux mais amène également une nouvelle dimension, tant en termes d'image que dans les **partenariats** qui ont pu être initiés et se consolident au sein de cette Maison de l'Entreprise.

²²Fonds FEDER Interreg

²³Nom donné aux porteurs et porteuses de projets de bYfurk

Un tiers-lieu citoyen, les exemples du Tiers-Lab des Transitions et de PTCE Pays de France



Le Tiers-Lab des Transitions, inauguré en novembre 2023 à Marseille, est un projet de tiers-lieu dédié à la transition écologique **piloté** et **préfiguré** par le LICA après une levée de fonds de 3,7 M€ avec 9 principaux investisseurs et financeurs (dont l'ANRU et la foncière Bellevilles sur le volet immobilier). Hébergé sur le site et sociétaire pilote de la SCIC Tiers-Lab des Transitions, le LICA a mis en place un **cadre propice à l'innovation** avec des bureaux et des salles de réunions et de formations disponibles. En tant que lieu de **formation** et **d'apprentissage**, le Tiers-Lab des Transitions capitalise sur l'expérience riche et diversifiée du LICA : gestion de projets multi-partenaires, audits, conseils, formations en intelligence collective et éthique de l'intelligence artificielle, accompagnements de structures dans les changements de gouvernance et mise en place d'un cercle de recherche-action sur les transitions sociétales.

Le Tiers-Lab des Transitions est un tiers-lieu citoyen de plus de 150 sociétaires, ouvert sur le quartier.

C'est un espace dans lequel chacun peut non seulement travailler, mais aussi **s'informer** et **s'engager** activement dans les transitions.

Le lieu est un point de départ pour toute personne, physique ou morale, souhaitant s'investir dans des projets de transition écologique en offrant une **programmation scientifique et culturelle conviviale**, et en favorisant les rencontres et les initiatives citoyennes, notamment par l'organisation de fêtes de quartier, d'un marché des producteurs tous les mercredis, et d'un cycle de conférences les jeudis.



© Julie Vandal



À l'instar du Tiers-Lab des Transitions, le PTCE Pays de France dispose également de son propre **tiers-lieu (nourricier)** situé dans les locaux de la ville de Goussainville. Avant cette installation, le PTCE Pays de France menait ses activités **«hors les murs»**, en multipliant les actions partenariales sur le territoire, notamment avec le centre social de Goussainville, où il organisait la vente de légumes locaux et biologiques.

Depuis le début de l'année 2024, le tiers-lieu nourricier est devenu un espace de rencontres et d'échanges dédié aux familles. Il

favorise les **interactions** entre les acteurs de l'aide alimentaire et de l'action sociale. Ce lieu dynamique s'appuie sur un programme conçu en collaboration avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) du Val-d'Oise. Ce tiers-lieu offre désormais un cadre régulier pour l'accueil et les échanges avec les habitants, renforçant ainsi les liens communautaires. Cependant, conscient de la nécessité de maintenir une approche de proximité active, le collectif continue de se déplacer sur le terrain, au pied des immeubles et sur les marchés. Ces initiatives permettent de proposer des produits de qualité à bas coût, tout en saisissant l'opportunité de **rencontrer** les habitants et de mener des **actions de sensibilisation**.

Zoom sur des difficultés rencontrées avec Tilt et Tera: quand le portage politique dans le temps n'est pas constant.

Avoir un espace permettant de recevoir du public, des entrepreneurs et de se retrouver est souvent déterminant. Même si le PTCE Pays de France illustre qu'il est possible d'avoir un impact sur le territoire sans pour autant être rattaché à un lieu, cela peut être décourageant lorsque le collectif se retrouve dans l'impossibilité d'atterrir dans un lieu physique.



Cela a pu être le cas pour Tilt, lorsque la ville de Grande-Synthe a rompu son soutien à la Coopérative suite au **changement de maire**. La Coopérative Tilt fut d'ailleurs contrainte de quitter le local qui lui était jusqu'alors mis à disposition. Son arrivée au sein de la communauté entrepreneuriale du Dunkerquois fut en ce sens salvatrice pour que Tilt puisse garder un ancrage

fort sur le littoral dunkerquois. En outre, dans le cadre de son développement progressif en "tache d'huile" à l'échelle du Nord et du Pas-de-Calais, Tilt a pu être intégrée avec le soutien de la ville de Lille, la Maison de l'Economie Sociale et Solidaire de Lille, cet équipement important a d'ailleurs un rayonnement métropolitain et régional.



Il en va de même pour Tera contrainte **d'abandonner son projet d'éco-hameau** à Masquières dû à la contestation du projet par la commune, avant d'être chaleureusement accueillie par la commune de Trentels. Ces moments de flottements illustrés par l'expérience de Tera

et de Tilt montrent que le lieu physique est assez déterminant pour le développement des CTE, mais également que le **soutien politique local** est indispensable pour pouvoir évoluer dans de bonnes conditions.

2/ Formaliser une structure démocratique qui porte territorialement le projet de RTE

En favorisant des modèles d'entreprise sous format de structures de l'ESS, et en particulier de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), c'est avant tout permettre de créer les conditions d'un partenariat public-privé avec le plus grand nombre de parties prenantes du territoire : à la fois publics, privés et les porteurs de projet RTE eux-mêmes.

En revanche, si nous préconisons le format de SCIC pour développer la CTE, cela ne signifie pas forcément que la structure doit être nouvellement créée pour débiter l'expérimentation du RTE. En effet, pour formaliser la structure d'accueil de la CTE, plusieurs méthodes sont envisageables :

- L'hébergement d'une marque dans le cadre d'une SCIC déjà existante avec l'exemple de bYfurk.
- La création d'une structure juridique ad hoc et plus spécifiquement d'une Coopérative d'Activités et d'Emplois avec l'exemple de Tilt.
- L'association de préfiguration en amont de la création d'une SCIC avec l'exemple d'Audyssées et de BAOBAB.

L'hébergement d'une marque au sein d'une coopérative : la marque bYfurk



L'initiative de bYfurk a été co-fondée par trois Strasbourgeois imprégnés de l'ESS, de l'entrepreneuriat local et de la recherche, dont l'un des fondateurs est également directeur du **regroupement des 4 CAE²⁵** au sein de la SCIC Cooproduction. La volonté de mettre en place une CTE pour accompagner à l'émergence de projets de transition écologique a naturellement trouvé sa place au sein de Cooproduction. En effet, bYfurk aurait pu être le nom d'une

cinquième CAE, mais les activités portées par les entrepreneurs de bYfurk s'inscrivent également parfaitement dans les CAE déjà présentes sur le territoire. Pour éviter des efforts inutiles, il est apparu plus stratégique et avantageux de ne pas créer une structure en plus, mais bien d'**héberger bYfurk** au sein d'un regroupement de structures aidant au développement d'activités entrepreneuriales que sont les CAE.



Suivant l'exemple de bYfurk : à Marseille, la SCIC du Tiers-Lab des Transitions a fait **évoluer ses statuts** pour permettre l'entrée au sociétariat de futurs "porteurs de projet RTE", afin qu'ils puissent être hébergés juridiquement par la SCIC en contrat CAPE engageant

un contrat de réciprocité morale. Là aussi, il n'y a pas de création ex nihilo mais des adaptations au fonctionnement de la SCIC existante pour pleinement opérationnaliser localement un modèle "CTE/RTE" selon l'approche de Zoein.

La création d'une structure juridique ad hoc : le cas de la Coopérative Tilt



La création de la SCIC Tilt a permis de **formaliser le partenariat des acteurs clés** du projet OSE (ville de Grande-Synthe, Maison de l'Initiative, BGE Flandres Création) et d'inclure de nouveaux membres comme l'Association Zoein France, l'URSCOP Hauts-de-France et Isabelle Robert (Université de Lille). Tilt est un exemple de **création d'une structure ad hoc**, mais montre tout de même que la création du collectif était effective avant même la naissance de la Coopérative d'Activité et d'Emplois (CAE). Car Tilt est statutairement une Société Coopérative d'Activités et d'Emplois selon les termes de la loi ESS de 2014. Elle se veut une coopérative multi-activités spécialisée dans les métiers et activités de la transition écologique. L'objet d'une CAE est précisément de **mutualiser des moyens** (humains, logistiques, juridiques...) pour faciliter la création et

la pérennisation d'activités économiques menées par des entrepreneurs ayant la possibilité de devenir entrepreneurs-salariés et associés (CESA). La CAE propose ainsi un cadre sécurisé, un hébergement juridique et un accompagnement auprès de porteurs de projet qui veulent tester un projet d'activité économique. Elle permet aux porteurs de projet de se retrouver entre pairs, partageant des valeurs communes, pour développer individuellement et/ou collectivement leurs activités. En outre, elle assure un appui dans le **temps pour pérenniser une activité** et permet d'accès à un statut original : celui d'entrepreneur-salarié. Ce statut hybride entre celui de l'indépendant et celui de salarié permet une grande liberté et autonomie à l'entrepreneur, tout en offrant un cadre de protection sociale offert par l'entreprise.

²⁵Pour en savoir plus : [COOPRODUCTION | Une SCIC pour un environnement coopératif en Alsace](#)



Selon le contexte territorial et pour s'accorder le temps nécessaire à la coopération, l'option d'une **association de préfiguration** d'une SCIC est parfois privilégiée. En l'occurrence, en Haute-Vallée de l'Aude, la création dans un premier temps en 2020 d'une association a permis de tester le montage du projet et d'une première gouvernance partagée au fil du temps. La SCIC Audyssées

a ainsi été officiellement créée un an après le lancement de l'association de préfiguration qui a été dissoute au profit de la SCIC. Le format associatif plus adapté aux différents modes de financements par les fondations, le partenariat avec l'association 3.EVA permet entre autres de ne pas avoir besoin de conserver la structure associative de préfiguration.

3/ Préfigurer un système de gouvernance partagée en vue de concevoir la CTE

La **coopération** est selon nous un levier clé pour mettre en œuvre un projet de développement transformateur et systémique articulant **limites planétaires** et **justice sociale**. Le modèle RTE/CTE invite à construire un modèle économique et de gouvernance renouvelé, plus coopératif, plus horizontal, plus partagé. Mettre en place des structures basées sur la **co-décision**, dans lesquelles chaque voix compte, implique un engagement et une responsabilité à la fois individuelle et collective. Si les statuts ne sont vertus, les entreprises de l'ESS - SCIC, SCOP - offrent un cadre privilégié pour inventer sa propre **gouvernance partagée**.

baobab

Dans la même idée, le projet BAOBAB à Saint-Nazaire se structure pas à pas sur la base juridique d'une **association loi 1901**. Celle-ci pourrait évoluer vers une autre structure juridique le cas échéant, ou s'intégrer dans un groupement local d'organisations

de l'ESS et de la transition (à l'instar de Tera, ou de bYfurk) et ce, en particulier si la dimension économique se développe à travers un "écosystème coopératif territorialisé" tel que recherché par BAOBAB.

La gouvernance d'un "Écosystème Coopératif Territorialisé" : l'exemple de Tera



Le projet Tera doit - pour réaliser son ambition de création d'une dynamique économique locale articulant production, distribution, monnaie citoyenne locale, revenus et coopération territoriale - s'appuyer sur la construction d'un Écosystème Coopératif Territorialisé²⁶. Concrètement, Tera labellisée PTCE, s'appuie sur **six entités juridiques** distinctes assumant des fonctions différentes, chacune avec sa propre gouvernance. Ce ne sont pas moins d'une trentaine de personnes travaillant avec des statuts différents (bénévoles, salariés, entrepreneurs individuels) et des intensités variables, pour faire fonctionner l'écosystème.

Cet écosystème s'est construit progressivement, ayant pour base l'association loi 1901 nommée "Tera", à laquelle se sont ajoutées des structures permettant de gérer le foncier, les activités de production, la monnaie citoyenne locale, parmi lesquelles une SCIC qui porte le développement du quartier rural en transition de Lustrac. L'association Tera joue un **rôle central** : pilotage, soutien, animation du PTCE, orientation stratégique, et expérimentation.

²⁶Ce concept repose sur l'idée que la valeur n'est pas uniquement économique ou monétaire, mais qu'elle se mesure aussi par l'utilité et les bénéfices mutuels qui découlent de la coopération entre entreprises, collectivités et citoyens. Pour plus d'informations : [Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération - ATEMIS-LIR](#)



Malgré leur autonomie, les entités juridiques partagent des liens forts, grâce à un **système commun** informatique, comptable et administratif, mais aussi grâce à des **liens humains** construits au fil du temps entre leurs membres (qui sont souvent actifs dans plusieurs structures), et à des espaces de réunion hebdomadaires permettant la prise en charge des enjeux transversaux. Jusqu'en juin dernier, la gouvernance à l'échelle de l'écosystème, ainsi qu'à l'intérieur de l'association Tera, restait largement organique avec un formalisme limité, une certaine autonomie de cercles fonctionnels à l'intérieur des structures juridiques et une recherche de collégialité dans les instances dirigeantes.

Ce cadre très ouvert qui a permis une **grande flexibilité**, et l'émergence pendant 10 ans des **différentes activités** et l'accueil de nouveaux habitants prenant des responsabilités, est en cours de formalisation. Grâce à un travail avec l'Université du Nous, les textes fondamentaux du projet Tera devenu PTCE ainsi que les missions de l'association Tera ont été reformulés, et ce, afin de le rendre plus lisible et plus ouvert à l'inclusion d'acteurs du territoire. Les espaces de réunions inter-structures se redessinent, et des **conventions** et **accords de coopération** sont à venir de façon à formaliser une **gouvernance écosystémique** permettant la coopération, la gestion de communs, la définition de priorités à l'échelle du PTCE, entre des structures gardant chacune leur identité et leur autonomie.

Une gouvernance partagée qui favorise l'engagement et l'implication des porteurs de projets chez Tilt



La coopérative Tilt est composée actuellement d'un **collectif d'entrepreneurs** d'une trentaine de personnes, œuvrant aussi bien au développement de la coopérative qu'au développement de leur propre activité économique. En ce sens, la gouvernance partagée chez Tilt repose sur deux enjeux : la volonté de **partager les compétences et les responsabilités** ainsi que la nécessité de **mobiliser les compétences de chacun**, qu'il s'agisse des sociétaires ou des entrepreneurs.

Le fonctionnement de Tilt repose sur un **modèle contributif** qui s'appuie sur un budget fléché permettant l'accès à des revenus pour chaque entrepreneur-contributeur actif. Ce système

contributif est une pièce importante du modèle économique de la SCIC Tilt ; le tout reposant sur une gouvernance partagée comprenant plusieurs **cercles de décisions** et de travail en responsabilité pour les fonctions clefs de la structure.

À titre d'illustration, le *cercle accompagnement* est constitué d'entrepreneurs de Tilt et mobilise également des salariées de la coopérative. Au dernier trimestre 2023, ce cercle s'est élargi pour inclure de nouvelles accompagnatrices, formées spécifiquement pour assumer leur rôle garantissant une démarche qualité de l'accompagnement proposé par Tilt. Un travail continu est mené sur la posture des accompagnateurs. Un dispositif

²⁷Voir le passage de Nicolas Devaux dans la vidéo de présentation du RTE de 2024 : [Présentation du RTE](#)

de supervision entre pairs est en cours de mise en place, basé sur une expérimentation réussie au sein du *cercle soin*. Cette gouvernance partagée est vivante. Totalement articulée au modèle économique de la coopérative, elle s'appuie également sur un dispositif de suivi et d'évaluation qui permet aux membres de Tilt de prendre du recul sur son propre fonctionnement.

En interrogeant les entrepreneurs

sur leurs envies de contribution et en identifiant leurs compétences à partager, Tilt encourage une participation active et responsable de ses membres, renforçant ainsi le **sentiment d'appartenance** et la **réussite collective** du projet de la CTE. À ce titre, nous pouvons citer l'exemple de Nicolas Devaux, premier entrepreneur de Tilt à devenir président de la CAE en 2023²⁷.

Une gouvernance partagée qui renforce l'engagement et l'implication des acteurs locaux, avec le LICA et son Tiers-Lab des Transitions



Le LICA et son Tiers-Lab des Transitions ont une stratégie de développement reposant sur un **réseau de partenaires** directement liés au projet de transition écologique du territoire et en lien avec les filières locales.

Le LICA (SCOP labellisée ESUS) compte 25 salariés et fonctionne en holocratie²⁸. La SCIC Tiers-Lab des Transitions, également labellisée ESUS, regroupe 150

sociétaires répartis en **6 collèges**, dont celui des "transitionneurs", dédié aux porteurs de projets RTE. Parmi les sociétaires de la SCIC Tiers-Lab des Transitions, on retrouve les organisations résidentes sur le tiers-lieu, les organisations partenaires, les salariés de la SCIC mis à disposition par le LICA et, la majorité des sociétaires, les **citoyens sympathisants** au projet global

²⁸ Système de gouvernance où le pouvoir est réparti de manière horizontale et non hiérarchique

LICA / Tiers-Lab des Transitions. Depuis sa création en 2017, le LICA a tissé de nombreux liens avec les **habitants**, des **institutions publiques**, ainsi que des **entreprises**, la **société civile**, et des acteurs du monde de la recherche (milieu dont est issu un des cofondateur du LICA et du Tiers-Lab). La SCIC Tiers-Lab des Transitions continue sa levée de fonds en mobilisant citoyens et entreprises à prendre des parts sociales et à devenir associés à la gouvernance du lieu, mais également dans les projets de transition du territoire à l'instar du RTE. Le fonctionnement du LICA et du Tiers-Lab des Transitions en sociétés coopératives est un parti pris pour renforcer la robustesse

du partenariat à travers la mise en place d'une gouvernance partagée et la mutualisation de ressources pour des projets d'intérêt général. Ces projets d'intérêt général se retrouvent finalement portés par les structures LICA / Tiers-Lab des Transitions, les citoyens et entreprises sociétaires de la SCIC et enfin les futurs porteurs de projet RTE. Ces formes de gouvernance participative et territorialisée sont également caractéristiques des dynamiques collectives en cours dans l'Aude ou encore à Goussainville dans le cadre du PTCE Pays de France avec une montée en charge des compétences et de l'expertise pour concevoir et mettre en œuvre une gouvernance partagée.



La sollicitation de personnes ressources pour renforcer la gouvernance chez PTCE Pays de France



La gouvernance du PTCE Pays de France repose sur des personnes relativement **expérimentées** dans les dynamiques d'Économie Sociale et Solidaire (ESS), offrant une perspective stratégique et des aptitudes particulières pour élaborer et soutenir des dynamiques communes. Par exemple, Marc Alphandéry est actif dans la gouvernance du projet, son expertise est en lien avec le projet du PTCE Pays de France puisqu'il est un cofondateur de la première AMAP en 2001 et qu'il participe activement au think tank national Le Labo de l'ESS. Toutefois, comme le souligne Dominique Picard, co-fondatrice du PTCE Pays de France, ce mode de gestion participatif et

territorialisée ne s'instaure pas naturellement. Elle nécessite **une personne dédiée à la mise en œuvre et au développement des coopérations**, un rôle déterminant mais souvent oublié²⁹, pour garantir l'articulation entre les acteurs et poser les bases d'une véritable dimension démocratique au projet. Cet emboîtement progressif des coopérations repose sur un savoir-faire spécifique et bénéficie de l'accompagnement d'organismes tels que Coop'Ter³⁰ et du réseau des PTCE, qui organisent des **rencontres** pour **partager les expériences** et les **bonnes pratiques**. Le réseau Zoein favorise également cet accompagnement par les partages d'expériences entre les différents membres.

²⁹ Voir l'étude-action du Labo de l'ESS : [Accompagner et financer les coopérations territoriales au service de la transition écologique juste](#)

³⁰ Coop'ter est un dispositif de soutien aux coopérations économiques territoriales fondées sur des modèles économiques répondant aux enjeux de la transition écologique et sociale. Son originalité est de lier la recherche et l'action grâce à l'intervention du laboratoire ATEMIS. Coop'ter est un projet financé par l'ADEME.

CONCLUSION

L'expérimentation du Revenu de Transition Écologique (RTE) a pour objectif de s'adapter aux spécificités de son territoire afin de répondre aux enjeux et aux besoins. Pour ce faire, elle s'appuie sur la mobilisation des compétences des acteurs locaux et des ressources matérielles et immatérielles disponibles.

L'objectif de ce document est de partager les premiers pas des expérimentations en cours et de rappeler qu'il n'y a pas de recette toute faite. Quelques ingrédients et conditions de départ peuvent être malgré tout observés. Gardons ainsi à l'esprit qu'il n'y a pas de modèle préétabli pour initier le RTE et structurer une Coopérative de Transition Écologique (CTE), qui demeure l'outil pivot pour concrétiser des RTE sur un territoire. Chaque territoire a ses propres enjeux, défis, ressources, opportunités et dynamiques d'acteurs à activer.



Dans les différentes trajectoires et démarches de structuration de CTE que nous venons de détailler, nous pouvons mettre en avant le fait que les facteurs les plus importants dans une expérimentation territoriale du RTE sont l'ancrage territorial et la dynamique collective qu'elle engendre. Un "bon" ancrage territorial facilite la mobilisation des acteurs locaux, tandis qu'une forte dynamique collective permet à la future CTE de s'adapter en continu aux évolutions du territoire. Ensemble, ils forment les fondations de l'édifice "RTE/CTE" sur lesquelles une expérimentation se construit à partir d'un projet local de transformation sociétale. Sans ancrage local, une expérimentation RTE risque de ne pas répondre aux besoins spécifiques du territoire ni d'avoir une adhésion suffisante des acteurs locaux. De même, sans une dynamique collective, les initiatives risquent de se fragmenter ou de ne pas atteindre leur plein potentiel.

Les collectifs engagés dans l'expérimentation du RTE doivent rester ouverts, coopératifs, inventifs et créatifs pour construire une trajectoire collective adaptée à une vision transformatrice et partagée.

4 ÉTAPES POUR SE LANCER DANS L'EXPÉRIMENTATION DU RTE ET LA MISE EN PLACE D'UNE CTE

IDENTIFICATION DES ENJEUX TERRITORIAUX

- Diagnostic socio-économique et environnemental
- Rassembler autour d'enjeux locaux en partant des:
 - besoins
 - compétences
 - volontés locales

ENGAGEMENT DES ACTEURS LOCAUX

- Implication des porteurs de projet et des habitants
- Implication des acteurs de l'ESS
- Mobilisation des collectivités locales et des institutions
- Mobilisation d'acteurs académiques

ACCULTURATION ET APPROPRIATION DU CONCEPT DE RTE

- Rencontres avec Zoein pour développer une vision commune
- Intégration au réseau national Zoein
- Soutien méthodologique
- Sensibilisation des parties prenantes

PRÉFIGURATION DE LA GOUVERNANCE

- Création de comités multi-acteurs
- Test d'un premier modèle de gouvernance partagée
- Trouver un lieu où s'incarne le projet

Dans les prochaines étapes de l'expérimentation du RTE, plusieurs ingrédients principaux de la CTE sont à travailler. Il s'agit en particulier de :

- La proposition de valeur spécifique de la Coopérative de Transition Ecologique et son modèle économique intégrant un système de financement innovant,
- Le modèle de gouvernance partagé et l'horizontalité du système d'acteurs engagés : cela rejoint l'ambition de construire un modèle économique démocratique, et de questionner la posture et les pratiques coopératives des parties prenantes de la coopérative,
- Le dispositif d'accompagnement *ad hoc*, mêlant l'apprentissage de nouvelles compétences et les conditions d'épanouissement auprès des porteurs de projet, comme auprès des équipes supports de la Coopérative Transition Écologique et du réseau d'acteurs de l'accompagnement associé,
- Et enfin, un dispositif de suivi et d'évaluation axé sur la mise en lumière et l'analyse des effets à la fois écologiques, sociaux, sociétaux et économiques à l'échelle :
 - des porteurs de projets RTE,
 - du collectif (de la coopérative),
 - et du territoire.

Sur la page de couverture, vous retrouvez :

Guillaume Condomines, responsable de production de la Coop du Tilleul de **TERA**, et **Ingrid Cressy**, administratrice de l'association **TERA**

Hans de Block, boulanger de la Coop du Tilleul de **TERA**, et menuisier.

Stéphanie Ambellié, porteuse de projet et accompagnatrice chez **Tilt**, spécialisée dans le conseil en alimentation et transition écologique.

Boury et Yacouba, bénévoles du tiers-lieu nourricier du **PTCE Pays de France**, ainsi qu'**Inès Briquet**, chargée de communication du **PTCE**.

Sandrine Maximilien, responsable du centre de formation du Quartier Rural en Transition, encore en cours de construction chez **TERA**.

Nicolas Devaux, portant une activité de réparation et de conseil à vélo chez **Tilt** (Aktivmobiliti), ainsi qu'une activité de cyclologistique avec des coopérateurs de **Tilt** (CargoElan).

Anaïs Meyer, portant une activité de production de safran à Strasbourg au sein de **bYfurk**.

Julie Devigne, cuisinière au sein de la Coop du Tilleul de **TERA**.

Charlotte Niewiadomski, porteuse d'une activité de vélo-école ainsi que de cyclologistique à vélo au sein de CargoElan, avec d'autres membres de **Tilt**.

Justine Rist, cheffe, consultante et formatrice en cuisine végétale à Strasbourg au sein de **bYfurk**.

Bencé Kovacs, impliqué au sein de **Audyssées**, dans une étude sur les pratiques d'exploitation des forêts de la Haute Vallée de l'Aude.

Denitsa Hristova, porteuse d'une activité de traiteur végane et d'ateliers de cuisine végétale au sein de **bYfurk**.

Jérôme Libercier, maître composteur et permaculteur au sein de **TERA**.

Fernando Sanchez, de chez **Tilt**, portant une activité de librairie de seconde main ambulante.

Steve Birgel, de **bYfurk**, portant une activité de transport de personnes handicapées ou âgées en vélo cargo.



Nous souhaitons remercier chaleureusement toutes les personnes ayant contribué à l'élaboration de ce rapport et au développement des expérimentations du Revenu de Transition Écologique. Ce livret est le fruit de travaux d'observation, de suivi, et d'implication dans les expérimentations de terrain, réalisés par les équipes de l'Association et de la Fondation Zoein en 2023 et 2024, concomitant à l'élargissement du Réseau Zoein France.

Pour leurs conseils avisés dans le cadre de la rédaction de ce livret et leur relecture, nous remercions plus particulièrement :

Joëlle Chalavoux, Philippe Kuhn, Véronique Marien, Marie-Hélène Muller, Emmanuel Nicoleau, Dominique Picard, Raphaël Soulier, Charles Talbot, Fabienne Zalivadni, Chloé Rémy

Nos remerciements s'adressent aux équipes des Coopératives de Transition Écologique (CTE) : pour leur engagement sur le terrain et leur rôle essentiel dans la mise en œuvre des expérimentations territoriales du Revenu de Transition Écologique.

Dans le prolongement, nous souhaitons adresser des remerciements particuliers aux porteurs de projet RTE, aux collectivités territoriales et aux partenaires de terrain de chaque expérimentation pour leur dynamisme et leur collaboration fructueuse dans l'ensemble des régions.

© Julie Vandal

POUR ALLER PLUS LOIN - RESSOURCES

Ouvrages fondateurs du RTE

Swaton, S. (2018). Pour un revenu de transition écologique : Un nouvel horizon de justice sociale. Presses Universitaires de France (PUF).

Swaton, S. (2020). Revenu de transition écologique : mode d'emploi. PUF.

Références bibliographiques citées dans le texte

Shift Project (2020). Déployer l'économie circulaire : Analyse sectorielle et priorisation des actions en Europe. The Shift Project.

Reporterre. «La grande démission», publié le 6 juillet 2022 : La grande démission : comment la désertion gagne la France.

ATEMIS laboratoire d'intervention et de recherches : ATEMIS-LIR - Laboratoire d'intervention et recherche : atemis-lir.fr/

Le Labo de l'ESS. «Réussir une transition écologique juste», publié le 14 Mars 2023 : <https://www.lelabo-ess.org/reussir-une-transition-ecologique-juste-rapport-d-etude>

Publications de Zoein

Actes des Universités Ephémères d'Audyssées (2021) et de Tilt (2022) : <https://zoein.org/comment-le-rte-devient-un-outil-au-service-des-modeles-economiques-soutenables-les-livrets-des-universites-ephemeres-de-zoein-sont-en-ligne-pour-y-repondre/>

Fascicule de présentation du RTE : [Découvrez la mise en récitS collective du RTE en France ! | Fondation Zoein](#)

La vidéo de présentation du RTE 2024 : [Vidéo RTE](#)

Site internet de la fondation et de l'association Zoein : zoein.org

Wiki du réseau Zoein pour documenter et capitaliser les expérimentations en cours : <https://wiki.zoein.org/wiki/Accueil>

Sites des collectifs d'expérimentation

Coopérative Lica : www.lica-europe.org

Coopérative Tiers-Lab des Transitions : www.lica-europe.org/tiers-lab-des-transitions-marseille

Coopérative Audyssées : www.audyssees.fr

Écosystème Tera : www.Tera.coop

Coopérative TILT : www.tilt.coop

PTCE Pays de France : www.ptcepaysdefrance.com

Association BAOBAB : www.BAOBAB-cooperative.fr

Marque bYfurk : <https://byfurk.coop>

PUBLICATION

Publication : Avril 2025

Éditeur : Association Zoein France

Directeur de publication : Jean-Christophe Lipovac, Directeur de l'Association Zoein France

Rédaction : Amandine Deruelle, Jean-Christophe Lipovac

Design et mise en page : Thibault Coantic

Partenaire scientifique et financier :



Partenaires financier :



Copyright : © 2025 Association Zoein France.
Ce document est publié sous la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale (CC BY-NC).

Ce livret revient sur l'histoire des premiers collectifs ayant expérimenté le Revenu de Transition Écologique (RTE) en France. Les initiatives pionnières décrites dans cet ouvrage montrent en particulier que la structuration d'un collectif d'acteurs pluriels et la formalisation d'une Coopérative de Transition Écologique (CTE) sont premières dans le long processus d'expérimentation du RTE.

Conçu comme un guide pratique, le livret met en lumière les conditions essentielles et les premières étapes relatives à la mise en place de ces expérimentations. Il permet d'explorer la manière spécifique dont les premiers collectifs pilotes ont initié leur expérimentation en mobilisant citoyens, associations, entreprises, élus et chercheurs autour d'un projet collectif transformateur en faveur d'une transition écologique juste.

